

SÉCURITÉ EUROPÉENNE, POLITIQUE ÉTRANGÈRE TURQUE ET ARTICLE 5 DU TRAITÉ DE L'OTAN

JOHANNES DE JONG & CHRISTIAAN MEINEN



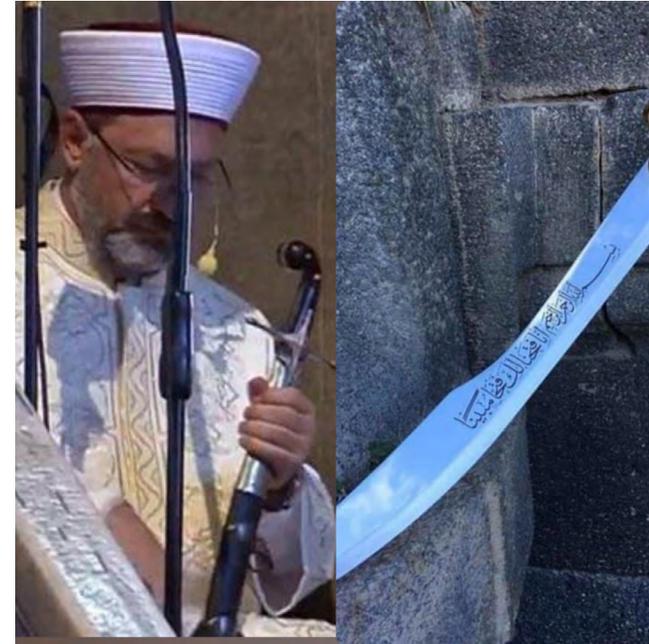
Les États membres de l'OTAN ont-ils le devoir de protéger la Turquie alors que celle-ci menace en même temps l'OTAN et la sécurité et la stabilité européennes ? ce document précise que les membres de l'OTAN peuvent refuser la protection sans modifier le traité de l'OTAN (article 5) ou expulser la Turquie de l'OTAN. Les citoyens européens, canadiens et américains peuvent être informés que l'armée de leur pays ne protégera pas la Turquie et le gouvernement Erdogan. La question est de savoir si les politiciens européens, canadiens et américains auront le courage de le faire.



Source: periodista.gr

ÉLÉMENTS CLÉS DE CE DOCUMENT

1. L'UE, les États-Unis, le Canada et l'OTAN sont aux prises avec la question de savoir comment traiter avec la Turquie. ce document offre une vue d'ensemble du comportement de la Turquie depuis 2013 et un moyen viable de le contrer. La stratégie que cette publication suggère est que les États membres de l'OTAN, soutenus par leur parlement ou leur congrès, déclarent que la Turquie ne peut plus compter sur la protection de l'article 5 du traité de l'OTAN tant que la Turquie ne change pas de comportement.
2. Ce document soutient que le comportement extérieur de la Turquie depuis 2013 est basé sur l'agenda idéologique du gouvernement AKP du Président Erdogan. L'oppression intérieure des Kurdes, de l'opposition et de toutes les formes de liberté d'expression reflètent également ce programme.
3. Afin de faire face efficacement à cette situation, cette publication expose l'interprétation de l'article 5 du traité de l'OTAN telle qu'elle est décrite par l'OTAN elle-même. A partir de là, cette publication explique pourquoi il serait conforme aux principes démocratiques, au traité de l'OTAN, et utile pour la sécurité de l'UE, des États-Unis et de l'OTAN de faire comprendre à la Turquie qu'elle n'est plus protégée par l'article 5 tant qu'elle ne change pas de comportement. Cela obligera la Turquie à se concentrer sur sa propre sécurité au lieu de son programme expansionniste actuel. Pour cela, aucune modification du traité de l'OTAN ou de l'adhésion de la Turquie à l'OTAN n'est nécessaire.
4. La publication se termine par un appel aux politiciens d'Europe, des États-Unis et du Canada à rassembler le courage nécessaire pour défendre les droits de l'homme et la sécurité et rassurer nos citoyens, ainsi que nos hommes et femmes qui portent uniforme, maintenant qu'aucun sacrifice ne sera fait pour défendre la Turquie dans son état actuel.



Le ministre des affaires religieuses Ali Erbaş tenant une épée, dans la tradition ottomane, alors qu'il prononce un sermon dans Sainte-Sophie. Le "verset de la conquête" du Coran (48:1) est également inscrit sur l'épée. On peut y lire "En effet, nous t'avons donné, [ô Mohammed], une claire conquête", source : [lintasnasional.com](https://www.lintasnasional.com)

La Turquie a été présentée de manière négative dans les médias pendant de nombreuses années. Le gouvernement dirigé par Recep Tayyip Erdoğan est impliqué dans un certain nombre de guerres et intensifie sa confrontation avec les États membres de l'UE. Il fait preuve

¹ <https://www.world-today-news.com/what-is-the-sword-tradition-in-the-sermon-here-is-the-message-given-by-the-sword-tradition/>

d'une grande fermeté et tente de détourner la population dans un élan islamiste et nationaliste connu sous le nom de "néo-ottomanisme". La transformation de Sainte-Sophie en mosquée symbolise et clarifie l'agenda idéologique qui sous-tend l'escalade militaire et diplomatique depuis 2013.

UN AFFRONTEMENT ENTRE L'UE ET LA TURQUIE D'ERDOGAN

Le 16 octobre 2020, le professeur d'histoire Samuel Paty a été assassiné à Paris par un extrémiste islamiste après que M. Paty a montré des caricatures par Charlie Hebdo du prophète Mahomet dans un cours sur la liberté d'expression (et non dans le but de provoquer les élèves). Le

tueur a ensuite été retrouvé par la police et abattu. Dans les jours qui ont suivi, l'opinion publique apprenait que la mosquée de Pantin près de Paris et des enseignants islamistes avaient diffusé en ligne des messages de haine contre M. Paty. Les enseignants ont été arrêtés et la mosquée a été fermée². En conséquence, les autorités françaises ont lancé une campagne de répression contre les groupes extrémistes islamiques. Le président Macron a annoncé une vigoureuse défense de la liberté d'expression et a réaffirmé le projet qu'il avait annoncé le 2 octobre dans un discours³. Dans ce discours, il a déclaré que "l'Islam est une religion qui connaît une crise aujourd'hui, partout dans le monde", en citant la différence entre le fondamentalisme, les projets religieux proprement dits et les hommes politiques. Il a annoncé des mesures visant à réduire l'influence étrangère et extrémiste sur la communauté musulmane en France, dans la perspective de la présentation de son projet de loi sur "confortant les principes républicains" en décembre. La répression française contre les groupes islamistes a remis ce discours sur le devant de la scène et la remarque selon laquelle "l'Islam est en crise" a été sortie de son contexte, ce qui a suscité une réponse enflammée de la part de certaines parties du monde musulman, en particulier du président turc Erdogan.

Erdogan a déclaré que "Tout ce qu'on peut dire d'un chef d'Etat qui traite des millions de membres de communautés religieuses

² <https://www.bbc.com/news/world-europe-54625270>

³ <https://www.euronews.com/2020/10/27/macron-and-islam-what-has-the-french-president-actually-said-to-outrage-the-muslim-world>

différentes de cette manière, c'est : "Allez d'abord faire des examens de santé mentale". En réponse, la France a rappelé son ambassadeur et a déclaré que ces remarques n'étaient pas acceptables⁴. Un certain nombre de ministres européens ont apporté leur soutien à M. Macron et ont condamné M. Erdogan⁵. Par la suite, M. Erdogan a appelé, le 26 octobre, au boycott des produits français⁶.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Maas, a qualifié de "nouveau creux" le comportement de M. Erdogan⁷. Le terme "nouveau" n'est pas surprenant étant donné qu'il fait suite à une escalade des provocations de la Turquie contre la Grèce, Chypre et l'Arménie au cours du mois précédent. Ces provocations faisaient suite à des années d'agressions en hausse en raison du désir croissant de M. Erdogan de devenir le leader du monde musulman, à l'instar de l'empire ottoman⁸.

Bien que les relations entre la Turquie et l'UE aient connu des hauts et des bas, des progrès constants ont été réalisés entre 1987 et 2005. La Turquie a été l'un des premiers pays à devenir membre du Conseil de l'Europe en 1949 grâce à la philosophie

⁴ <https://apnews.com/article/turkey-mental-health-health-recep-tayyip-erdogan-france-a4464c96841ae2be9c40cd316f543d59>

⁵ <https://apnews.com/article/turkey-emmanuel-macron-recep-tayyip-erdogan-france-europe-6b12b46b33a77094c5c91a544f2a017f>

⁶ <https://www.bbc.com/news/world-europe-54692485>

⁷ <https://www.dw.com/en/maas-slams-unacceptable-attack-by-erdogan-on-macron/a-55398995>

⁸ <https://www.bbc.com/news/world-europe-54692485>

laïque et occidentale de Kemal Ataturk. La Turquie a adhéré à la Communauté économique européenne, le prédécesseur de l'UE, le 14 avril 1987. Le pays a également été membre associé de l'Union de l'Europe occidentale de 1992 jusqu'à sa fin en 2011. La Turquie a signé un accord d'union douanière avec l'UE en 1995 et a été officiellement reconnue comme candidate à l'adhésion à part entière le 12 décembre 1999, lors du sommet du Conseil européen d'Helsinki. Les négociations en vue de sa complète adhésion ont débuté le 3 octobre 2005. Depuis lors, les progrès ont été très lents. L'accord sur les réfugiés conclu début 2016 entre la Turquie et l'Union européenne visait à accélérer les négociations après la stagnation précédente et à permettre aux Turcs de voyager sans visa à travers l'Europe. L'accord sur les réfugiés reflète toutefois une réalité opposée qui s'est développée depuis le "printemps arabe" de 2011.

Lorsque M. Erdogan a pris le pouvoir en 2003, il a d'abord pris un certain nombre de mesures prometteuses. Il a lancé un processus de paix avec le PKK pour mettre fin à la guerre civile entre Kurdes et Turcs qui sévissait en Turquie depuis les années 1970. Il a créé davantage de libertés culturelles et a souligné en 2006 que la Turquie était une société multiethnique. Il a créé de meilleures relations avec la Grèce et l'Arménie au cours de ces premières années. Le changement vers la situation actuelle, radicalement différente, a commencé en 2011 autour du "printemps arabe" et après la troisième fois que l'AKP a gagné les élections où M. Erdogan a commencé ses tentatives pour s'emparer du pouvoir na-

tional et régional⁹. Il convient toutefois de noter que la politique précédente de "zéro problème avec les voisins" était en fait une approche de puissance douce basée sur l'empire ottoman (doctrine Davutoğlu¹⁰). Aujourd'hui, M. Erdogan est de facto un dictateur dans un pays où il n'y a pas de liberté de presse, où les Kurdes sont opprimés et où la liberté d'expression a été marginalisée. En ce sens, tant sur le plan intérieur qu'en matière de politique étrangère, l'agenda de la Turquie est désormais néo-ottoman.

Ce document décrit l'escalade entre la France, l'UE et la Turquie comme le dernier signe du néo-ottomanisme turc, qui est devenu une menace pour la sécurité de l'Europe. Le changement qui a commencé en 2011 s'est manifesté dans la guerre civile syrienne depuis 2013 et est devenu plus agressif et extrême depuis. Ce document décrit cette réalité dans son intégralité afin de donner un aperçu complet de ces développements et de la manière dont les actes cumulés d'agression turque sont devenus cette menace. Cependant, cette publication ne se contente pas de décrire cette réalité, mais présente une option politique claire par le biais de l'article 5 du traité de l'OTAN pour faire face à cette situation de sécurité. Notre objectif est de présenter aux parlementaires et aux autres décideurs politiques un outil concret pour leur permettre de travailler à une Europe plus sûre.

⁹ <https://www.dw.com/en/turkish-premier-seeks-influence-during-arab-spring-tour/a-15388922>

¹⁰ Murinson, 2006: 947-948; Walker, 2007: 33-34 & The Davutoğlu Doctrine and Turkish Foreign Policy by Ioannis N. Grigoriadis Bilkent University / ELIAMEP (p. 4/5).

L'Europe a pris conscience que la Turquie représente aujourd'hui un risque sécuritaire en septembre et octobre 2020, juste avant l'escalade diplomatique entre la Turquie et l'UE décrite ci-dessus. Cette prise de conscience a eu lieu lorsqu'en septembre et octobre 2020, M. Erdogan s'est engagé dans une escalade diplomatique et armée sans précédent contre l'Arménie, Chypre et la Grèce.

Pour les députés européens et les députés des États membres de l'UE, nous recommandons de mettre fin aux négociations d'adhésion à l'UE avec la Turquie ainsi que tout financement de la Turquie lié à ces négociations. Ce document décrit la façon dont la Turquie sape la sécurité européenne, ce qui est incompatible avec les pourparlers d'adhésion. Dans cette optique, l'union douanière avec la Turquie peut également être interrompue.

L'ESCALADE TURQUE CONTRE L'ARMÉNIE, CHYPRE ET LA GRÈCE

De la dernière semaine de septembre 2020 aux premières semaines d'octobre 2020, la Turquie s'est engagée dans trois actes consécutifs d'escalade contre ses voisins. Premièrement, la Turquie a soutenu l'Azerbaïdjan par le biais des djihadistes syriens que la Turquie a recrutés dans le but de déclencher une guerre le 27 septembre contre l'Arménie au Haut-Karabagh¹¹. Par la suite, la Turquie a bloqué tous les efforts pour parvenir à un cessez-le-feu et a fait participer encore plus

¹¹ <https://www.reuters.com/article/us-armenia-azerbaijan-putin-macron-idUSKBN26L3SB>

de djihadistes au conflit. Cela a rappelé l'énorme traumatisme du génocide contre les peuples arménien, syro-assyrien et grec dans les derniers jours de l'empire ottoman. La communauté arménienne revit ce traumatisme au moment de la publication de ce texte (novembre 2020). Cela semble justifié à la lumière de la rhétorique islamiste et anti-arménienne du gouvernement turc et des extrémistes soutenus par le gouvernement Erdogan ainsi que du comportement turc de ces dernières années^{12, 13}.

Le 8 octobre 2020, la Turquie a de facto saisi les propriétés autour de la plage de Varosha, en Chypre du Nord¹⁴. Cela signifie que les propriétaires d'origine grecs (et maintenant citoyens de l'UE) seront dépouillés de propriétés valant des milliards, ce qui indique que la Turquie bloquera toute solution pacifique à la situation à Chypre. Ce signal a été souligné lorsque le président chypriote turc, Mustafa Akinci, a informé le public qu'il avait été menacé par M. Erdogan afin qu'il ne se représente pas aux élections¹⁵. Mustafa Akinci vise à une unification pacifique de Chypre. En novembre 2020, Erdogan a déclaré qu'il voulait diviser Chypre de façon perma-

¹² <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2014/08/06/is-armenian-an-insult-turkeys-prime-minister-seems-to-think-so/?arc404=true>

¹³ <https://www.vice.com/en/article/epddna/turkey-france-armenia-grey-wolves-lyon>

¹⁴ <https://nationalinterest.org/feature/clash-turkey-becoming-inevitable-170143>

¹⁵ <https://www.evrensel.net/daily/416166/turkey-has-threatened-me-not-to-stand-as-a-candidate-in-presidential-election-says-turkish-cypriot-leader-mustafa-akinci>

nente¹⁶. Le Haut représentant de l'UE, M. Borrell, a indiqué qu'il s'agissait là d'un autre point de basculement dans les relations entre l'UE et la Turquie¹⁷.

Le 11 octobre 2020, la Turquie a renvoyé le navire de recherche Oruc Reis dans les eaux grecques et chypriotes afin de rechercher du gaz et du pétrole dans ces eaux que la Turquie veut s'approprier¹⁸. Cela s'est déjà produit début septembre 2020, après que les tensions entre la Grèce et la Turquie au sujet d'une mission de recherche similaire par Oruc Reis ont failli dégénérer en guerre ouverte. Les deux marines ont effectué des exercices et un navire de guerre grec et un navire de guerre turc sont entrés en collision¹⁹. La marine française a envoyé un porte-avions et une partie de sa flotte pour soutenir la Grèce²⁰. Les Émirats arabes unis ont envoyé des avions de chasse pour soutenir la Grèce contre la Turquie²¹. Après la médiation de l'UE et des États-Unis, la Turquie a ramené l'Oruc Reis dans les eaux turques. Depuis le 11 octobre, la situation s'est encore aggravée et le 14 octobre 2020, l'Associated Press a rapporté que M. Erdogan avait accusé la Grèce et Chypre de ne pas

¹⁶ <https://www.politico.eu/article/erdoğan-calls-for-two-state-solution-for-cyprus/>

¹⁷ <https://www.yahoo.com/news/turkeys-behaviour-widening-separation-eu-151543630.html>

¹⁸ <https://www.bbc.com/news/world-europe-54504123>

¹⁹ <https://www.reuters.com/article/us-greece-turkey-warships-idUSKCN25A161>

²⁰ <https://www.fr24news.com/a/2020/09/eastern-mediterranean-energy-balance-evolves-as-france-sends-nuclear-powered-aircraft-carrier.html>

²¹ <https://www.forbes.com/sites/paulidondon/2020/08/26/uae-sends-fighter-jets-to-support-allies-against-turkey/#1df818f927e1>

tenir les "promesses" faites lors des négociations au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, et avait déclaré que son pays continuerait à leur donner "la réponse qu'ils méritent"²².

La question qui découle de cette frénésie d'hostilité militaire et diplomatique est de savoir si la Turquie atteint effectivement le point de rupture dans ses relations avec les États-Unis et l'UE et quel impact cela peut avoir sur l'OTAN. Les affaires étrangères de l'UE, les ministères des affaires étrangères des États membres de l'UE, le département d'État américain et le corps diplomatique qui s'y rattache ont longtemps défendu la Turquie contre le ressentiment exprimé dans les parlements nationaux, le Parlement européen et le Sénat et le Congrès des États-Unis. Les députés européens et les membres du Congrès ou du Sénat des États-Unis demandent souvent des actions plus concrètes et plus sévères contre la Turquie, mais ils ne reçoivent que des réponses non contraignantes ou des déclarations plus douces et le refus d'appliquer des sanctions^{23, 24, 25}. La crainte d'une nouvelle vague de réfugiés en Europe et les intérêts commerciaux ont poussé les ministères des af-

²² https://www.washingtonpost.com/world/national-security/turkey-says-greece-failed-to-fulfill-promises-vows-response/2020/10/14/c8d39eb8-0e16-11eb-b404-8d1e675ec701_story.html

²³ <https://www.rtlnieuws.nl/nieuws/politiek/artikel/4879796/turkije-sancties-kabinet-s-grid-kaag-syrie>

²⁴ <https://usa.greekreporter.com/2020/10/17/us-senators-call-for-sanctions-on-turkey-after-russian-s-400-test/>

²⁵ <https://www.gov.uk/government/speeches/turkey-military-action-in-syria-urgent-question-opening-statement>

fares étrangères mentionnés à s'en tenir à une politique qui ne tient pas compte de l'agression et des violations des droits de l'homme ainsi que de l'oppression croissante en Turquie et du silence de l'opposition²⁶. Cette politique devient maintenant de plus en plus intenable, car il est de plus en plus clair que la Turquie considère cette politique comme un signal qu'elle peut étendre et poursuivre des actes hostiles sans aucune conséquence²⁷. En outre, l'intensification du comportement turc rend encore plus difficile le maintien de la distance diplomatique et technocratique décrite par les départements des affaires étrangères vis-à-vis des parlements et du Congrès démocratiquement élus qui exigent des mesures contre cette agression.

Il y a maintenant des signes clairs que le ressenti change dans les départements des affaires étrangères et que l'escalade décrite ci-dessus en Arménie, à Chypre et en Grèce mène effectivement à un point de rupture. Le 13 octobre, le Département d'État américain a déclaré que "Les États-Unis déplorent l'annonce faite le 11 octobre par la Turquie de la reprise des activités d'enquête dans les zones sur lesquelles la Grèce affirme sa juridiction en Méditerranée orientale, [...]". La coercition, les menaces, l'intimidation et l'activité militaire ne résoudront pas les tensions en Méditerranée orientale. Nous demandons instamment à la Turquie de mettre fin à cette provocation calculée et d'entamer immédiatement des pourparlers exploratoires

26 <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/turkey>

27 <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2020-10-19/turkey-s-erdogan-gets-away-with-foreign-policy-adventurism>

toires avec la Grèce²⁸. Entre-temps, les États-Unis accélèrent le processus de réduction de leur présence sur la base aérienne d'Incirlik en Turquie et la déplacent en Crète²⁹. Au niveau de l'UE, même l'Allemagne est de plus en plus sous la pression de la France, de la Grèce, de Chypre et d'autres États membres pour donner suite aux menaces de l'UE en septembre de sanctionner la Turquie si elle poursuivait son agression en Méditerranée orientale³⁰. Néanmoins, le Conseil de l'UE n'a jusqu'à présent fait que souligner la date limite de décembre pour que la Turquie adapte son comportement³¹.

La question que nous posons est de savoir si l'UE, les États membres de l'UE et les États-Unis ont effectivement tiré les leçons des politiques et des actions de la Turquie depuis 2013³². Le fait est que de nombreuses réalités ont été présentées de telle manière que chaque acte militaire ou comportement hostile a souvent été traité séparément de tous les autres comportements turcs. Dans certains cas (comme l'invasion turque de l'Afrine), l'hostilité militaire non provoquée et les violations des droits de l'homme ont même été justifiées

28 <https://www.jpost.com/breaking-news/us-slams-turkeys-seismic-survey-push-in-eastern-mediterranean-645560>

29 <https://www.thetimes.co.uk/article/pompeo-holds-talks-on-moving-the-incirlik-air-base-to-punish-erdogan-6nhphghxh>

30 <https://www.bbc.com/news/world-europe-54381498>

31 <https://apnews.com/article/international-news-turkey-ankara-baghdad-greece-494c598b2b846c5257d3452615b2aed1>

32 <https://www.reuters.com/article/turkey-greece-eu/carrot-and-stick-approach-to-turkey-failing-eu-envoys-say-idUKL8N2H51ZA>

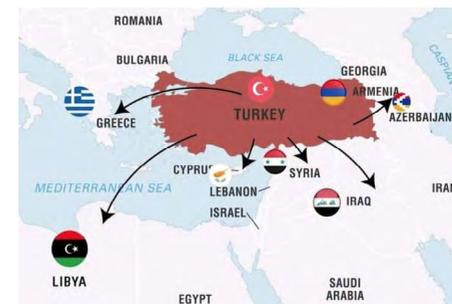
par des fonctionnaires et des ministres occidentaux^{33,34}. L'absence d'action décisive a conduit à une situation intenable qui menace la sécurité de l'Europe et déstabilise le flanc sud de l'OTAN. Cependant, cette situation n'est pas encore totalement comprise car le tableau d'ensemble des activités malveillantes et de l'agenda politique de la Turquie n'est souvent pas débattu. Les débats se concentrent souvent sur la situation en cours. Les ministères des affaires étrangères ne fournissent pas une vue d'ensemble complète aux députés lorsqu'un nouvel acte d'hostilité et de déstabilisation de la Turquie est à l'ordre du jour. Comme la situation a évolué au fil des ans, il est donc crucial d'avoir une image claire de la situation globale. C'est pourquoi nous incluons ici un aperçu des réalités de la politique étrangère turque depuis 2013, des conséquences cumulatives pour la sécurité de l'Europe et de l'agenda idéologique qui explique la motivation de ces actes déstabilisateurs qui violent les droits de l'homme. Cet aperçu se terminera par la présentation de quelques raisons pour lesquelles nous pensons que les sanctions économiques seules ne forceront pas la Turquie à se retirer de cette voie de destruction. Ce document soutient qu'il est nécessaire de forcer la Turquie à se concentrer à nouveau sur sa propre sécurité.

33 <https://www.hurriyetdailynews.com/nato-chief-says-turkey-has-right-to-self-defense-amid-afrin-operation-126326>

34 <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-42782017> (L'expression "préoccupations légitimes de la Turquie en matière de sécurité" a été utilisée pour "expliquer" l'invasion turque en Afrique et pour justifier l'inaction de l'Occident)

LE COMPORTEMENT DES TURCS DEPUIS 2013 ; ACTES, IDÉOLOGIE ET CONSÉQUENCES

Le format de cette publication ne permet pas un examen approfondi de chaque situation. Toutefois, on y fournit un aperçu concis qui donne une image de la manière dont les différentes interventions militaires auxquelles la Turquie est impliquée depuis 2013 et explique comment elles sont interconnectées et sont motivées par un programme idéologique expansionniste. Cette séquence d'événements découlant de ce programme a créé une grave situation de sécurité pour l'Europe.



SOUTENIR LES EXTRÉMISTES DANS LA GUERRE CIVILE SYRIENNE DEPUIS 2013

La crise syrienne est devenue une guerre civile en juin 2011 et le 29 juillet, l'Armée syrienne libre (FSA) a été créée³⁵. C'est surtout en 2013 et après cette date que le FSA s'est effondré en de nombreux groupes différents ayant des programmes ethniques, politiques et religieux diffé-

35 <https://www.joshualandis.com/blog/free-syrian-army-established-to-fight-the-syrian-army/>

rents^{36,37}. La Turquie a veillé à ce que son propre soutien et celui de ses partenaires occidentaux aillent à ces groupes islamistes. Les conversations de Sallux avec le Conseil militaire syrien (Force d'auto-défense des chrétiens syriaques du nord-est de la Syrie/FDS) en 2014 ont montré clairement que le soutien européen et américain à l'opposition syrienne était à l'époque entièrement déterminé par les préférences turques (le soutien occidental s'est ensuite déplacé vers les Forces démocratiques syriennes). L'influence turque sur le soutien à l'opposition armée syrienne a été soulignée lorsqu'en 2018, un scandale a secoué le gouvernement néerlandais lorsqu'il est apparu que le ministère néerlandais des affaires étrangères avait, depuis 2015, soutenu des groupes extrémistes par une "assistance non létale" (par exemple des camionnettes) dans le cadre d'un programme de soutien à l'opposition syrienne. Ce qui n'a pas été mentionné, c'est que les services de renseignement turcs ont passé ces groupes au crible et ont exclu des programmes de soutien ceux qui ne soutenaient pas leurs objectifs idéologiques. L'Institut néerlandais Clingendael indique cependant clairement dans un rapport consacré à ce sujet que "la Turquie a accueilli le premier quartier général militaire de la FSA, a facilité la collaboration entre les commandants de la FSA sur le terrain, a accueilli des représentants de l'Occident et du Golfe qui lui ont apporté leur soutien au début de la guerre, et a lancé un "programme de

36 <https://www.theguardian.com/world/2013/may/08/free-syrian-army-rebels-defect-islamist-group>

37 <https://web.stanford.edu/group/mappingmilitants/cgi-bin/groups/view/523>

formation et d'équipement" en 2014 pour les combattants contrôlés afin d'accélérer le renversement du régime Assad, en collaboration avec les États-Unis³⁸. En outre, l'Institut Clingendael déclare qu'"Ankara a tenté une approche similaire de "contrôle par la centralisation" à l'égard des groupes armés islamistes nationalistes du nord-ouest de la Syrie (en particulier Idlib), mais avec moins de succès. Entre 2013 et 2016, la Turquie a agi en tant que partenaire silencieux - avec l'Arabie saoudite et le Qatar - dans la fourniture d'une assistance financière directe et indirecte à ces groupes d'opposition armés islamistes"³⁹. En outre, ces forces islamistes sont passées à l'extrémisme au cours de cette période⁴⁰. L'Arabie saoudite s'est retirée vers 2016/2017 et s'est tournée vers les Forces démocratiques syriennes, parallèlement à l'acrimonie croissante entre l'Arabie saoudite et la Turquie. À peu près à la même époque, les États-Unis et d'autres puissances occidentales ont apporté leur soutien aux Forces démocratiques syriennes (FDS)⁴¹. La Turquie est alors devenue le seul "patron" de ce qui était devenu une alliance souple d'extrémistes et de djihadistes ; elle a fusionné ces groupes au sein de l'"armée nationale syrienne"⁴².

38 Clingendael Institute: 'Strategies of Turkish proxy warfare in northern Syria', November 2019, Chapter 1, p.6.

39 Ibid, chapitre 2, p.8

40 <https://www.theguardian.com/world/2015/dec/20/most-syrian-rebels-sympathise-with-isis-says-thinktank>

41 <https://tcf.org/content/report/assads-ene-mies-gave-syrian-opposition/?agreed=1>

42 <https://syriadirect.org/news/the-syrian-national-army-for-the-syrian-revolution-or-against-the-kurds-1/>

Ce développement précoce est significatif car il était révélateur de l'agenda idéologique de la politique turque. La Turquie a utilisé ce réservoir d'extrémistes dans de nombreux conflits consécutifs dans lesquels elle a été impliquée, notamment en Afrine, en Libye, dans le nord-est de la Syrie et au Haut-Karabagh^{43,44}. Dans les rangs de l'armée nationale syrienne (ANS), un certain nombre de combattants de l'EI ont été identifiés, ce qui n'est pas surprenant compte tenu du soutien turc à l'EI⁴⁵.

LE SOUTIEN TURC À L'EI

Les histoires concernant le soutien turc à ISIS sont récurrentes depuis le siège de Kobané en 2014, en particulier depuis que les combattants d'ISIS ont tenté d'entrer dans Kobané en venant de Turquie (Kobané est adjacent à la frontière turque)⁴⁶. Plusieurs rapports publiés dans le cadre du journalisme d'investigation ont révélé les liens et le soutien de la Turquie à l'EI^{47,48}. L'administration autonome du nord-est de la Syrie a déposé, en 2016, un rapport détaillant les preuves qu'elle a trouvées sur la coopération de la Turquie

43 <https://www.opendemocracy.net/en/north-africa-west-asia/what-are-syrian-mercenaries-doing-azerbaijan/>

44 <https://www.dw.com/en/turkey-syrian-mercenaries-foreign-policy/a-55098604>

45 <https://www.icsve.org/the-isis-ambassador/>

46 <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/syria/11697764/Isil-reenters-key-Syria-border-town-of-Kobane-live.html>

47 <https://investigativejournal.org/video/turkey-supports-isis-and-al-qaeda-in-syria/>

48 <https://www.meforum.org/5317/turkey-isis> & <https://anca.org/columbia-university-researchers-confirm-turkeys-links-to-isis/> & <https://turkey-isis.org/>

avec l'EI⁴⁹. Après que la Turquie a abattu un avion de chasse russe, la Russie a divulgué une grande partie des informations dont elle disposait sur les accords pétroliers turcs avec l'EI⁵⁰. Certains responsables du gouvernement turc, comprenant que cette coopération avec l'EI était en fin de compte dangereuse pour la sécurité de la Turquie, ont révélé les pourparlers et les accords entre le régime Erdogan et l'EI⁵¹. En outre, des hauts fonctionnaires américains (tels que Brett McGurk, ancien envoyé américain auprès de la Coalition internationale contre l'EI) ont implicitement ou explicitement déclaré que la Turquie soutenait l'EI⁵². Les restes de l'EI ont été déplacés dans les zones occupées par la Turquie en Syrie et ont été intégrés à l'Armée nationale syrienne (ANS) contrôlée par la Turquie⁵³. Vers le 25 octobre 2020, des éléments de l'ANS stationnés dans le nord-est de la Syrie occupé par la Turquie ont agité des drapeaux de l'EI lors de manifestations anti-françaises^{54,55}.

Les preuves recueillies auprès de diverses

49 Sallux peut fournir ce rapport sur demande
50 <https://www.nordicmonitor.com/2019/09/erdogan-governments-role-in-isis-oil-trade-exposed/>

51 <https://www.nordicmonitor.com/2020/01/whistle-blowers-tell-details-of-secret-talks-between-erdogan-govt-and-isis-leaders/>

52 <http://www.hawarnews.com/en/haber/brettmcgurk-why-are-we-allies-of-a-state-that-supports-terrorism-like-turkey-h12765.html>

53 <https://rojvainformationcenter.com/storage/2020/10/Rojava-Information-Center-Database-Former-ISIS-Members-Now-Part-of-Turkish-Backed-Forces.pdf>

54 <https://www.rudaw.net/english/middleeast/syria/26102020>

55 <https://www.jpost.com/middle-east/turkeys-anti-french-incident-underpins-protests-in-syria-647588>

sources indiquent que la Turquie soutient durablement et à long terme l'EI, ce qui a de graves conséquences pour la sécurité de l'Europe⁵⁶. La Turquie a longtemps été présentée comme un pilier nécessaire à la sécurité européenne. Cependant, l'EI a commis une série d'attaques très graves en Europe et le soutien de la Turquie à l'EI est donc une menace pour l'Europe. L'idée que la Turquie s'inscrit d'une manière ou d'une autre dans les intérêts de l'Europe n'est plus applicable si la Turquie est une menace pour la sécurité de l'Europe. Le soutien de la Turquie aux djihadistes, à l'EI et aux groupes terroristes qui leur sont apparentés porte atteinte à la sécurité de l'Europe.

L'INVASION TURQUE D'AFRINE

Le 19 janvier 2018, la Turquie a envahi Afrine au nord-ouest de la Syrie alors qu'elle ne représentait aucune menace pour la Turquie⁵⁷. En fait, la Turquie ne voulait tout simplement pas que ce canton de l'Administration autonome existe. Afrine présentait une alternative démocratique pour que les ethnies puissent coexister pacifiquement sans être dominées par le nationalisme turc ou par un gouvernement turc par procuration. C'était la seule région de Syrie qui n'avait pas été endommagée par la guerre civile. En outre, Afrine a mis en œuvre la liberté de religion et l'égalité des

sexes^{58, 59}. Afrine a accueilli cent mille personnes déplacées, malgré ses ressources limitées⁶⁰. La communauté internationale a abandonné le peuple d'Afrine et a permis à la Turquie d'utiliser les extrémistes du ANS pour détruire cette société et détruire en particulier les communautés chrétiennes et yazidites d'Afrine⁶¹. En mars 2018, les forces démocratiques syriennes ont été forcées de battre en retraite, ainsi que cent mille citoyens d'Afrine⁶². Depuis lors, Afrine est devenue une zone très dangereuse dans laquelle des bandes rivales d'extrémistes terrorisent la population civile toujours présente. Afrine est désormais un refuge pour les extrémistes et les terroristes qui commettent (entre autres) la traite des êtres humains et d'autres crimes contre l'humanité⁶³. Les femmes et les jeunes filles, en particulier, risquent d'être enlevées, violées et assassinées⁶⁴. Sur la base de ce qui précède, on peut affirmer sans risque que l'occupation turque d'Afrine a constitué un revers dans la tentative internationale de faire reculer le terrorisme et l'extrémisme.

58 <https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/mar/16/turkey-democracy-kurdish-afrin-britain-syria-arming>

59 <https://www.worldwatchmonitor.org/tag/afrin/>

60 <https://www.kurdistan24.net/en/news/f8b355e5-25af-41ab-abd2-5c8a6730e8ea/syrian-arab-idps-shelter-in-rojava%E2%80%99s-afrin>

61 <https://vermontcatholic.org/world/christian-activists-say-militias-target-religious-minorities-in-syria/>

62 <https://www.theguardian.com/world/2018/jun/07/too-many-strange-faces-kurds-fear-forced-demographic-shift-in-afrin>

63 <https://www.voanews.com/extremism-watch/rights-groups-concerned-about-continued-abuses-afrin>

64 <https://www.kurdistan24.net/en/news/583763dd-efd8-4b1b-9b4d-2de8adee8019>

56 <https://twitter.com/AnneSpeckhard/status/1284443408464060417>

57 <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-42704542>

L'INVASION TURQUE DANS LE NORD-EST DE LA SYRIE

L'invasion turque injustifiée dans le nord-est de la Syrie en octobre 2019 a été largement documentée dans tous les grands médias d'Europe et d'Amérique. Avant cette invasion, le FDS, les États-Unis et la Turquie avaient convenu d'un mécanisme de sécurité en août 2019 et le FDS avait rempli toutes les conditions⁶⁵. Erdogan a néanmoins ordonné l'attaque (comme à Afrine) dans laquelle principalement les forces djihadistes de l'ANS ont été déployées pour l'invasion terrestre. Pendant l'invasion, ces forces ont libéré les prisonniers de l'EI, attaqué la population civile, et violé et assassiné Hevrin Khalaf, une leader politique^{66, 67, 68}. L'armée turque a déployé un produit interdit: du phosphore contre le FDS et la population civile⁶⁹. L'accord conclu entre le FDS et la Russie, d'une part, et la Russie et la Turquie, d'autre part, a mis fin à l'invasion le 22 octobre. Bien que les États-Unis et la Russie soient restés dans la région et que les patrouilles turco-russes se poursuivent, la violence et le harcèlement de l'armée turque et

65 <https://www.jpost.com/middle-east/us-hoping-its-security-mechanism-gamble-in-syria-will-pay-off-analysis-602422>

66 <https://www.cnn.com/2019/10/14/isis-prisoners-are-escaping-from-camps-in-syria-amid-turkish-offensive.html>

67 <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/10/syria-damning-evidence-of-war-crimes-and-other-violations-by-turkish-forces-and-their-allies/>

68 <https://www.businessinsider.nl/turkey-syria-vidoes-war-crimes-us-accuses-2019-10?international=true&r=US>

69 <https://www.thetimes.co.uk/article/syria-invasion-phosphorus-evidence-mounts-against-erdogan-7v2thntd>

de l'ANS se poursuivent également. Les djihadistes turcs démolissent et pillent la région qu'ils occupent au nord-est de la Syrie⁷⁰. Les djihadistes turcs kidnappent, violent et assassinent de nombreuses jeunes femmes dans les zones qu'ils contrôlent en Syrie^{71, 72}. Les djihadistes soutenus par la Turquie s'affrontent continuellement dans les zones qu'ils occupent et les troupes turques alors que différentes bandes djihadistes se battent pour le pillage et la domination des villes et des régions⁷³. La Turquie n'exerce pratiquement aucune pression sur les différentes milices djihadistes pour qu'elles mettent fin à cette violence, bien qu'elles opèrent aux côtés des forces turques.

Dans le même temps, le FDS et l'administration autonome restent essentiels pour faire face à la menace de l'EI dans la région ainsi qu'à ses prisonniers. Il est clair que l'invasion turque dans le nord-est de la Syrie a enhardi l'EI et mis à rude épreuve le FDS et l'administration autonome⁷⁴. Le FDS a contribué à la défaite de l'EI en Syrie orientale (leur ancien bastion). En conséquence, l'invasion et l'occupation turques constituent une grave atteinte à la sécurité

70 <https://www.syria-hr.com/en/157609/>

71 <https://www.kurdistan24.net/en/news/583763dd-efd8-4b1b-9b4d-2de8adee8019>

72 <https://www.srf.ch/news/international/folgen-tuerkischer-offensive-brutaler-krieg-gegen-frauen-in-nordostsyrien>

73 <https://www.rudaw.net/english/middleeast/syria/rebels-fighting-sari-kani-ras-al-ain-280520201>

74 <https://www.mei.edu/publications/us-policy-and-resurgence-isis-iraq-and-syria#pt7>

européenne^{75,76}.

INCURSION MILITAIRE AU KURDISTAN IRAKIEN

En juin 2020, la Turquie a lancé une attaque contre le Kurdistan irakien avec le soutien de l'Iran, sous le prétexte d'"attaquer le PKK"⁷⁷. Cette attaque consistait en des bombardements et en l'entrée de commandos au Kurdistan irakien. Ces bombardements visaient également les Yazidis à Sinjar, même s'il est clair que le PKK est parti depuis longtemps, comme l'ont confirmé Bagdad et les États-Unis⁷⁸. Depuis lors, la Turquie a poursuivi ses incursions au Kurdistan irakien jusqu'en novembre 2020. Ces incursions et bombardements ont été particulièrement préjudiciables aux chrétiens syro-assyriens dans cette partie du Kurdistan irakien, car leurs villages ont été particulièrement touchés, provoquant une vague de migrations⁷⁹. La question qui se pose ici est de savoir si cette situation conduira finalement à un conflit plus vaste. Cela est pertinent car la Turquie a laissé entrevoir des ambitions qui vont bien au-delà de quelques camps du PKK dans la région frontalière.

75 <https://warsawinstitute.org/turkeys-invasion-syria-consequences-europe/>

76 <https://www.neweurope.eu/article/turkeys-syria-invasion-empowered-russia-extremist-groups-and-undermined-natos-principles/>

77 <https://www.rudaw.net/english/middleeast/iraq/040720201>

78 <https://www.uscirf.gov/news-room/releases-statements/uscirf-condemns-turkish-air-strikes-sinjar>

79 <https://syriacpress.com/blog/2020/10/15/former-iraqi-mp-joseph-sliwa-turkish-aircraft-renew-bombing-chaldean-syriac-assyrian-and-kurdish-villages-in-nohadra/>

Le 19 juin, le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Cavuşoğlu, a déclaré que toute la province de Sulaymaniyah du Kurdistan irakien est "sous le contrôle" du PKK⁸⁰. Étant donné que la Turquie a toujours utilisé le "PKK" pour justifier sa politique d'expansion dans la région, Bagdad s'inquiète de perdre des parties de l'Irak au profit de la Turquie. Cette inquiétude est en partie due aux réactions plus que modérées de l'UE et des États-Unis face à toutes les invasions militaires turques jusqu'à récemment. Par conséquent, il n'est pas certain que quelqu'un d'autre puisse arrêter une attaque turque. Cette attaque turque sur l'Irak comporte donc beaucoup plus de risques d'escalade qu'il n'y paraît à première vue. L'EI est toujours actif en Irak et s'y développe à nouveau⁸¹. L'attaque turque en Irak compromet donc la sécurité de la région et de l'UE.

L'INTERVENTION MILITAIRE TURQUE EN LIBYE ET LES REVENDICATIONS SUR LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE

En novembre et décembre 2019, la Turquie a commencé à envoyer des forces de l'ANS en Libye, dans le cadre d'une intervention à grande échelle dans ce pays, afin de soutenir le "gouvernement d'accord national" (GAN) à Tripoli contre le général Heftar. Le GAN est officiellement soutenu par l'ONU (ce qui n'empêche aucun parti de soutenir ses opposants). Heftar, l'homme fort libyen, contrôle l'est de la Libye et était, fin

80 <https://www.kurdistan24.net/en/news/8a3ab4bb-248f-4be1-a461-2c7e17d61219>

81 https://www.ict.org.il/Article/2565/ISIS-Strengthens_in_Iraq#gsc.tab=0

2019, sur le point de prendre Tripoli. Depuis début 2020, la Turquie a expédié par bateau et par avion entre 10 000 et 15 000 djihadistes syriens en Libye. Une vaste enquête journalistique d'Openfacto a été publiée dans "Die Welt" qui montre en détail que la Turquie a armé ces djihadistes avec des armes lourdes^{82,83}. Cette enquête montre que ces livraisons d'armes ne se limitent pas aux armes légères. Elles comprennent des livraisons d'armes lourdes telles que des missiles anti-aériens, des véhicules blindés et des armes antichars. Il est très pertinent de savoir à qui ces armes sont fournies et distribuées. Il est notoire et reconnu que la Turquie expédie des extrémistes syriens en Libye. Cela a déjà été expliqué en détail par la célèbre "Deutsche Welle" (DW), qui a indiqué que cela incluait la tristement célèbre brigade du "Sultan Murad", qui était également au centre des problèmes qui ont été mis en lumière en ce qui concerne le soutien néerlandais aux extrémistes en Syrie⁸⁴. Le rapport Openfacto montre que la Turquie ne fait aucune distinction quant à savoir lequel de ses mandataires utilise les armes en Libye. L'un des destinataires identifiés par Openfacto est par exemple quelqu'un qui est nommé placé sous le coup de sanctions de l'ONU (Salah Badi, p. 25 & 26 du rapport Openfacto).

Envoyer les extrémistes en Libye et les ar-

82 <https://www.welt.de/politik/ausland/plus210988121/Trotz-UN-Embargo-Tuerkei-schmuggelt-Waffen-nach-Libyen.html>

83 <https://openfacto.fr/2020/03/29/violations-of-the-arms-embargo-in-libya-methodological-guide/>

84 <https://www.dw.com/en/libya-are-turkeys-syrian-mercenaries-a-new-threat/a-52329943>

mer nuit à la sécurité européenne et sape l'OTAN. En outre, l'Assemblée nationale turque a signé un accord avec la Turquie selon lequel si elle contrôle toute la Libye, l'Assemblée nationale turque, conjointement avec la Turquie, revendiquera la mer Méditerranée entre la Turquie et la Libye. Cela signifierait que les revendications turques et libyennes seraient frontalières. De cette façon, la Turquie veut couper le projet de gazoduc égyptien/israélien/chypriote/grec qui rendrait l'UE indépendante du gaz russe⁸⁵. Les tensions entre la France, la Grèce, Chypre et le monde arabe, d'une part, et la Turquie, d'autre part, ont clairement augmenté, en partie à cause de cette revendication. Cette tentative turque de couper une future ligne stratégique d'approvisionnement en gaz est un exemple de plus de la manière dont la Turquie affaiblit l'Europe et l'OTAN et de la manière dont les opérations militaires turques en dehors de la Turquie sont essentielles dans ce processus.

Cette tentative turque de contrôler la Méditerranée orientale et la réponse conjointe de la France, de la Grèce et du monde arabe expliquent en grande partie le conflit turc qui a suivi avec la Grèce et Chypre en septembre 2020 (exploration de l'Oruc Reis, etc. comme décrit plus haut).

Ce qu'elle n'explique pas, c'est la dynamique qui sous-tend ces actes consécutifs apparemment continus de conflit militaire et d'escalade diplomatique entre 2013 et 2020. Les auteurs de cette publica-

85 <https://www.haaretz.com/middle-east-news/why-the-turkey-libya-maritime-deal-is-rattling-the-east-mediterranean-1.8318515>

tion estiment qu'il est essentiel d'inclure la situation autour de Sainte-Sophie pour comprendre l'agenda idéologique à l'origine des événements décrits ci-dessus.

IDÉOLOGIE ET CONSÉQUENCES

L'aperçu ci-dessus s'est concentré sur les faits tels qu'ils découlent de la politique turque. Cependant, ce modèle de politique soutenue sur de nombreuses années ne va pas sans un programme idéologique qui guide et motive cette politique. L'attitude de nombreux ministères des affaires étrangères et diplomates en Europe semble être que la volonté d'expansion de la Turquie et son soutien au terrorisme sont perçus en termes essentiellement laïques des intérêts économiques ou sécuritaires de la Turquie⁸⁶. La rhétorique islamiste turque qui accompagne cette agression est ignorée car perçue comme étant "à usage domestique". En ne reliant pas ces deux faits, l'impression d'un régime rationnel à Ankara est maintenue.

Cette attitude est cependant de plus en plus compromise par l'expérience réelle de l'expansionnisme turc et de la façon dont celui-ci est façonné et motivé par le gouvernement Erdogan. La Turquie relie effectivement la rhétorique néo-ottomane et islamiste aux conflits militaires et diplomatiques dans lesquels elle est engagée. Par exemple, le Yeni Akit, contrôlé par l'État turc, a affiché un avertissement avant l'invasion : "Allez dire aux incroyants

86 <https://carnegieeurope.eu/2020/06/03/emerging-from-pandemic-turkey-rolls-out-more-assertive-foreign-policy-pub-81963> & https://esiweb.org/pdf/esi_turkey_tpq_vol7_no3_nicholas_danforth.pdf (par exemple)

que l'armée de Mahomet [le prophète de l'Islam] est de retour", lorsque la Turquie a envahi le nord-est de la Syrie. Une rhétorique similaire s'est répandue lors de l'invasion d'Afrine⁸⁷. Il semble plus réaliste d'accepter que la motivation déclarée pour la politique turque soit la motivation réelle. Étant donné l'histoire récente depuis 2011 et les faits de politique étrangère depuis 2013, il est plus réaliste de supposer que même aujourd'hui et maintenant, et aussi en Turquie, il peut y avoir un gouvernement qui est dirigé par une idéologie extrême. Il n'y a aucune raison rationnelle de supposer que cela ne puisse pas être le cas au 21^e siècle. Depuis octobre 2020, il semble que l'Europe prenne de plus en plus conscience que c'est effectivement le cas dans la Turquie d'aujourd'hui⁸⁸.

Dans une interview sur Al-Jazeera diffusée le 31 octobre, le président français Macron a déclaré "Je constate que la Turquie a des penchants impérialistes dans la région et je pense que ces penchants impérialistes ne sont pas une bonne chose pour la stabilité de la région, c'est tout"⁸⁹.

Le rapport 2020 du service de renseignement suisse (publié le 6 novembre 2020) décrit explicitement la politique de la Turquie. Son chapitre sur le pays est introduit sous le titre : "Turquie : poursuite

87 <https://www.nhnieuws.nl/nieuws/219894/jihadpreek-uitgesproken-in-moskee-in-hoorn> (Un sermon sur le Jihad diffusé par une organisation sous contrôle turc imams).

88 <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/29194/europe-is-losing-patience-with-erdogan-s-islamist-rhetoric>

89 <https://www.theguardian.com/world/2020/nov/01/macron-criticises-turkeys-imperial-inclinations-as-row-between-countries-escalates>

agressive du pouvoir régional" et cette poursuite est décrite comme "néo-ottomane"⁹⁰. Le rapport renforce le fait que cela conduit à des actions déstabilisatrices de la part de la Turquie. Il convient de noter que le rapport qualifie la politique de la Turquie d'"agressive". Même le gouvernement allemand (connu pour faire profil bas envers Ankara) est sur la voie de reconnaître que la politique turque actuelle est motivée par l'islamisme. Dans une réponse à une question parlementaire, le gouvernement allemand a déclaré que la Turquie a augmenté ces dernières années son soutien à Milli Görüş, un groupe islamiste contrôlé par les services de renseignements allemands en raison de ses prétendues tendances extrémistes. En outre, le gouvernement a également souligné dans cette même réponse les liens entre Milli Görüş et les Frères musulmans d'Égypte et a donc intentionnellement lié le gouvernement turc aux Frères musulmans^{91,92}.

La Turquie elle-même a montré cette réalité de manière très explicite lorsque Sainte-Sophie a été transformée en mosquée par M. Erdogan après avoir été un musée pendant 89 ans. Cela a marqué un moment où M. Erdogan a voulu rendre public son agenda nationaliste néo-ottoman en Turquie, dans la région et dans le

90 <https://www.news.admin.ch/newsd/message/attachments/63415.pdf> (p. 30-32, 'neo-Ottomanist' p.31)

91 <https://www.duvarenglish.com/diplomacy/2020/10/27/berlin-erdogan-regimes-support-for-controversial-islamist-group-in-germany-increasing>

92 <https://dip21.bundestag.de/dip21/btd/19/235/1923548.pdf> (p.6)

monde. En ce qui concerne ce dernier, on peut noter quelque chose de remarquable. Le texte anglais avec lequel M. Erdogan a publiquement motivé cette décision diffère du texte arabe. Là où le texte anglais maintient l'apparence de rationalité, le texte arabe est très clair sur l'agenda réel, mais il est également différent du texte original turc. Un article du Jerusalem Post décrit cela comme suit :

"Le discours, qui était en turc, a été traduit légèrement différemment en arabe et en anglais, apparemment comme un moyen de cacher une partie des vues d'Ankara sur la façon dont elle a lié Sainte-Sophie à un programme plus large. En arabe, le discours dit que la transformation de Sainte-Sophie en mosquée fait partie du "retour de la liberté à Al-Aqsa", ce qui signifie essentiellement qu'Israël devrait être éjecté du contrôle de la vieille ville de Jérusalem où se trouve Al-Aqsa. Le président turc a lié la décision de faire revivre l'Islam de Boukhara en Ouzbékistan à l'Andalousie en Espagne. Cette terminologie, qui relie al-Aqsa à Jérusalem à Sainte-Sophie et à l'Espagne, est une sorte de terminologie codée pour un programme religieux plus large. Dans la traduction turque, la même référence à l'Espagne ne semble pas être incluse que dans la traduction arabe"⁹³.

93 <https://www.jpost.com/middle-east/turkey-vows-to-liberate-al-aqsa-after-turning-hagia-sophia-to-mosque-634700>



Première page en haut : Militants de l'ANS à bord de l'A400

Des combattants de l'Armée nationale syrienne (ANS) ont été transportés de Libye, à travers la Turquie, vers l'Azerbaïdjan au moyen d'un avion de transport A400M de l'Armée de l'air turque¹. (source : investigativejournal.org / Lindsey Snell)

L'intervention au Haut-Karabagh peut s'expliquer en référence à l'Ouzbékistan car la Turquie n'a pas caché son souhait d'étendre son influence sur les pays tur-

ciques de cette région². Dans l'accord de cessez-le-feu qui a mis fin au conflit du Haut-Karabagh, il a été convenu que l'Arménie ouvrira une route entre l'enclave azerbaïdjanaise (située entre la Turquie/Iran et l'Arménie) et le reste de l'Azerbaïdjan. Cela signifie que la Turquie disposera d'un pont terrestre vers l'ensemble du bloc des nations turciques³.

Dans un sens, la Turquie semble rêver de combiner les empires ottoman et seldjoukide. C'est un programme néo-ottomaniste et islamiste extrême qui est à la base de toutes les politiques de la Turquie, qu'elles soient étrangères ou intérieures.

1 "Les hommes ont été emmenés en Turquie, forcés de se raser la barbe et de porter des vêtements civils, puis ils ont commencé leur voyage", a déclaré un militant de la division Hamza en Afrique. <https://investigativejournal.org/turkeys-syrian-mercenaries-in-azerbaijan-feel-tricked-as-bodies-pile-up/> La preuve que l'avion utilisé est un avion de transport militaire rempli de sièges d'avion standard est visible si vous regardez une soude vide de l'A400M : <https://www.aircraftcompare.com/wp-content/uploads/2019/10/Airbus-A400M-Atlas-Inside-Cargo-1140x696.jpg>

2 <https://asiatimes.com/2019/11/central-asia-ankara-seeks-turkic-primacy/>

3 <https://www.portseurope.com/azerbaijan-and-turkey-gain-a-direct-road-link-from-the-nagorno-karabakh-war/>

Le programme islamiste extrémiste est particulièrement ressenti par toutes les communautés chrétiennes et les pays à majorité chrétienne qui sont dans la ligne de mire des interventions militaires turques. Ils ont été victimes du génocide de 1915 et, en ce sens, il s'agit d'une continuation de ces crimes. Dans tous les actes d'agression, ce sont ces communautés chrétiennes et yazidis qui ont le plus souffert. Dans de nombreux cas, elles ont été des cibles spécifiques lors des invasions turques en Syrie et en Irak et des victimes évidentes du soutien turc à l'EI. Les politiques menées par ce programme idéologique ont des conséquences dévastatrices dans la vie réelle.

Cette réalité idéologique se répète en effet dans la situation intérieure de la Turquie. L'opposition politique a été emprisonnée et supprimée⁴. Les libertés de la presse et d'expression ont pris fin⁵. M. Erdogan a mis en œuvre une politique de création d'un nombre écrasant d'écoles islamiques⁶. Il n'y a plus de système judiciaire indépendant⁷. Tout cela est le résultat de ce programme extrême et autoritaire qui se fait sentir dans toute la région.

Le fait qu'il concerne l'ensemble de la ré-

gion se manifeste par exemple dans le fait que la Turquie soutient désormais ouvertement le Hamas et qu'Erdogan répète souvent son désir de "libérer" Jérusalem^{8,9}.

Compte tenu des réalités décrites plus haut, il est clair que ce programme compromet la sécurité commune de l'UE, des États membres de l'UE et de l'OTAN. La propagation d'un programme extrémiste et de forces djihadistes dans la région, le soutien au terrorisme et à l'agression en Syrie, en Irak, en Libye et en Méditerranée orientale ainsi qu'au Haut-Karabagh déstabilisent la région et sapent notre sécurité sur de nombreux fronts.

Un autre aspect est la preuve croissante d'une diffusion ciblée de cette idéologie parmi les communautés turques d'Europe occidentale, en particulier en Allemagne et aux Pays-Bas. Le Parlement néerlandais est arrivé à cette conclusion à l'issue d'une enquête spéciale¹⁰. En Allemagne, la prise de conscience que la Turquie utilise la DITIB (Diyaret İşleri Türk-İslam Birliği) à cette fin grandit^{11,12}. Le gouvernement allemand a déclaré ouvertement le 21 octobre que la Turquie influence les Allemands

8 <https://www.timesofisrael.com/us-state-department-slams-turkey-for-hosting-hamas-heads/>

9 <https://www.timesofisrael.com/jerusalem-is-our-city-turkeys-erdogan-declares/>

10 https://www.tweedekamer.nl/kamerleden_en_commissies/commissies/pocob

11 <https://www.welt.de/politik/deutschland/article187762562/Konferenz-mit-Muslimbruedern-Innenminister-setzen-Ditib-wegen-Radikalen-unter-Druck.html>

12 <https://www.normativeorders.net/de/presse/medienecho/40-presse/presse-echo/5606-dschihadisten-als-elitetruppe-des-islams-eine-klare-ablehnung-dieser-position-durch-islamische-verbaender-in-deutschland-fehlt-von-susanne-schroeter>

4 <https://www.theguardian.com/world/2020/jun/05/three-turkish-opposition-mps-expelled-from-office-and-arrested>

5 <https://www.reuters.com/article/us-turkey-security-media/more-than-120-journalists-still-jailed-in-turkey-international-press-institute-idUSKBN1XT26T>

6 <https://www.reuters.com/investigates/special-report/turkey-erdogan-education/>

7 <https://www.lrwc.org/upr-of-turkey-erosion-of-judicial-independence-and-attacks-on-lawyers-in-turkey/>

d'origine turque, tout en admettant que la DITIB est utilisée à cette fin¹³. Il est clair que la propagation de l'extrémisme en Europe par la Turquie est une autre façon de saper la sécurité et la stabilité de l'UE et de l'OTAN. L'organisation extrémiste turque des "Loups gris", qui opère également en Europe et a récemment attaqué le quartier arménien de Lyon, en France, en est un exemple¹⁴. En Allemagne, des inquiétudes ont été exprimées en 2018 concernant les liens entre M. Erdogan et les "Loups gris" après qu'il a utilisé le panneau "Loups gris" lors de l'ouverture de la plus grande mosquée DITIB du pays¹⁵. M. Erdogan a de nouveau montré son soutien aux "Loups gris" en février 2019 lorsque la Turquie a condamné l'Autriche pour avoir interdit le panneau "Loups gris"¹⁶. Le 2 novembre 2020, la France a interdit les "Loups gris"¹⁷. Le 5 novembre, Ankara a promis une "réponse ferme" à cette interdiction, soulignant ainsi le soutien de M. Erdogan à ce groupe¹⁸.

13 <https://dip21.bundestag.de/dip21/btd/19/235/1923548.pdf> (p.5 voir le lien avec les réponses ultérieures)

14 <https://www.vice.com/en/article/epddna/turkey-france-armenia-grey-wolves-lyon>

15 <https://www.dw.com/en/turkish-far-right-erdogan-greetings-cause-concern-in-germany/a-45721866>

16 <https://www.hurriyetdailynews.com/turkey-condemns-austrias-ban-on-grey-wolves-salute-141230>

17 <https://www.france24.com/en/france/20201102-france-to-ban-turkish-grey-wolves-after-defacement-of-armenian-memorial>

18 <https://www.france24.com/en/live-news/20201104-ankara-vows-firm-response-to-french-ban-on-turkish-group>

RÉPONDRE AU DÉFI TURC

Cette liste cumulative d'actes et l'agenda idéologique qui les sous-tend ont de graves conséquences pour la sécurité de l'OTAN et de l'UE ainsi que pour la stabilité dans la région, et il convient donc de soulever une question fondamentale et d'y répondre.

L'Occident continuera-t-il à traiter la Turquie de la manière actuelle ou prendra-t-il des mesures pour répondre à l'agenda extrémiste de la Turquie et à ses politiques déstabilisatrices ? Il semble y avoir une prise de conscience de l'impossibilité de maintenir l'intégrité de l'OTAN et de l'UE si aucune action n'est entreprise contre la Turquie. Comment l'UE peut-elle, par exemple, maintenir sa solidarité si les appels à l'action de la Grèce et de Chypre ne sont pas pris au sérieux ? Il est donc nécessaire de prendre des mesures sérieuses pour garantir la protection de la sécurité et des valeurs de l'OTAN et de l'UE, ainsi que des droits de l'homme et de la stabilité dans la région entourant la Turquie.

Les sanctions sont un moyen de contrer la politique d'Erdogan. Elles peuvent permettre d'ajouter une pression sérieuse, mais seront-elles suffisantes dans la pratique ?

Une autre option souvent citée est le retrait de la Turquie de l'OTAN. Compte tenu de toutes les mesures décrites, elle peut sembler appropriée et l'on en examinera ci-dessous la faisabilité pratique.

Nous cherchons ici à souligner en particu-

lier la question fondamentale de savoir si les gouvernements en Europe et en Amérique du Nord peuvent encore demander et attendre un soutien démocratique dans l'hypothèse où les États membres de l'OTAN protégeraient la Turquie en cas d'attaque. Il est assez évident que cette hypothèse ne bénéficierait pas d'un soutien populaire et démocratique. On ne peut pas s'attendre à ce que les électeurs acceptent de risquer les vies des membres des armées des États membres respectifs de l'OTAN afin de protéger un régime totalitaire qui a persisté pendant des années dans une campagne de conflits endémiques et de propagation de l'extrémisme. Une évolution qui s'est accélérée en 2019 et 2020. Cette réalité concernant la Turquie est bien connue des populations respectives des membres de l'OTAN. De plus, on peut difficilement attendre de nos militaires qu'ils risquent leur vie pour protéger une dictature. En ce sens, la Turquie a déjà rendu impossible l'application de l'article 5 du traité de l'OTAN et cette publication soutient qu'il est temps de faire la lumière sur ce fait pour les citoyens d'Europe et d'Amérique du Nord.

Des sanctions économiques de la part de l'UE et des États-Unis sont probablement insuffisantes

L'approche la plus souvent citée pour faire face au comportement de la Turquie est celle des sanctions économiques. Comme décrit ici, l'UE a averti la Turquie qu'elle pourrait faire face à des sanctions de sa part en décembre 2020 si le comportement turc ne changeait pas. Cependant, étant donné les luttes au niveau de l'UE sur les

sanctions contre le Belarus, on peut se demander ce que les sanctions européennes actuelles contre la Turquie pourraient signifier en pratique¹⁹. Les sanctions européennes limitées imposées à certaines entreprises et personnes turques à la suite des transports d'armes et de djihadistes vers la Libye n'ont pas dissuadé la Turquie de poursuivre ces transports²⁰.

Il est pratiquement impossible pour les États membres de l'UE d'imposer des sanctions individuellement à la Turquie et, en tout état de cause, il y a peu d'enthousiasme à "y aller seul", étant donné que des entreprises d'autres États membres de l'UE combleraient rapidement le vide. Au niveau de l'UE, il faudra toutefois trouver un compromis entre les différents intérêts en présence. Certains États membres ne ressentiront pas la même urgence et la même menace, mais tenteront de protéger leurs intérêts économiques alors que l'unanimité au niveau de l'UE est nécessaire²¹,²². Le fait que les suspensions des ventes d'armes aient été levées en moins d'un an peut être un signe révélateur de la durée possible des sanctions de l'UE.

L'issue du sommet de l'UE des 10 et 11 décembre est l'adoption de listes de sociétés et de personnes turques en rapport avec la recherche et les essais de forage de gaz

19 <https://www.theguardian.com/world/2020/oct/02/belarus-officials-eu-sanctions-lukashenko>

20 <https://www.aa.com.tr/en/europe/turkey-blasts-eu-for-sanctioning-turkish-firm/1980998>

21 <https://www.euronews.com/2020/10/01/eu-summit-european-leaders-remain-divided-over-turkey-and-belarus-sanctions>

22 <https://greekcitytimes.com/2020/10/19/eu-sanctions-against-turkey/>

dans les eaux chypriotes et grecques, et l'attribution à la Commission européenne de la charge d'élaborer des options de sanctions qui pourraient ensuite être adoptées lors d'une prochaine session des ministres des affaires étrangères ou des chefs de gouvernement de l'UE^{23,24}. Dans les rapports cités par Reuters, les diplomates de l'UE ont qualifié ces mesures de "symboliques" et "progressives". Les demandes chypriotes, grecques et françaises pour des mesures plus sévères n'ont pas obtenu de majorité. Ce résultat est insuffisant compte tenu des enjeux en termes de sécurité pour l'UE et de solidarité européenne ainsi que de droits de l'homme et de stabilité dans la région. Il est très peu probable qu'une approche si "légère" dissuade la Turquie, comme la Turquie elle-même l'a déjà indiqué²⁵. Dans l'ensemble, l'absence d'action lors de ce sommet de l'UE montre les limites des sanctions économiques imposées par l'UE.

Des sanctions américaines, si elles devaient être appliquées, pourraient être plus strictes et plus efficaces. Lorsque les États-Unis ont imposé des sanctions aux ministres turcs à cause de l'emprisonnement du pasteur Andrew Brunson, la Turquie l'a libéré²⁶. Il est peu probable que les États-Unis imposent à la Turquie les mêmes sanctions dévastatrices qu'à

l'Iran. Étant donné que la Turquie est toujours dans l'union douanière avec l'UE, les États-Unis auront finalement besoin de la coopération de l'UE pour tout programme sérieux de sanctions contre la Turquie qui se concentre sur un changement global du comportement turc (et non pas sur une seule question). Le 10 décembre, le président Trump a soudainement donné son feu vert à des sanctions contre la Turquie mais, selon Reuters, elles étaient limitées aux responsables de la défense turque, y compris le chef de la principale agence d'approvisionnement des marchés de la défense^{27,28}.

Une option spécifique en termes de sanctions est la suspension ou l'interdiction des livraisons d'armes. Les suspensions des livraisons d'armes à la Turquie en raison de l'invasion turque dans le nord-est de la Syrie ont cependant été en réalité souvent contournées par les mêmes pays ou ont été silencieusement levées quelques mois plus tard^{29,30}. Le retrait lent, coûteux et laborieux de la production de F-35 de la Turquie a cependant montré les limites de la tactique de "suspension des armes"³¹. Il convient de noter ici que la Turquie dispose désormais d'une capa-

27 <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-12-10/u-s-plans-to-sanction-turkey-for-buying-russian-s-400-missiles>

28 <https://www.reuters.com/article/usa-turkey-sanctions-exclusive-int-idUSKBN28K2TZ>

29 <https://ahvalnews.com/germany-turkey/germany-lifts-suspension-arms-deliveries-turkey-jerusalem-post>

30 <https://www.brusselstimes.com/news/business/143995/belgian-companies-circumvent-arms-embargo-to-turkey/>

31 <https://www.defensenews.com/air/2019/07/17/turkey-officially-kicked-out-of-f-35-program/>

23 <https://www.reuters.com/article/turkey-eu-draft/exclusive-eu-to-toughen-sanctions-on-turkish-drilling-draft-statement-idUSKBN28J1N6>

24 <https://theearabweekly.com/eu-draws-list-turkish-targets-sanctions>

25 <https://uk.reuters.com/article/uk-turkey-eu-erdogan-idUKKBN28J17L>

26 <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-45036378>

ité suffisante pour construire des drones armés qui peuvent par exemple égaler les drones russes³². La Turquie pourrait également décider d'acheter des armes ailleurs, ce qui limite encore l'efficacité de la suspension ou de l'interdiction des livraisons d'armes à la Turquie. L'efficacité globale des sanctions en tant qu'outil de sécurité est contestée et incertaine, comme le montrent plusieurs études^{33,34,35}. Les publications citées montrent qu'elles doivent au moins être combinées avec d'autres outils qui exercent une pression sur le pays visé³⁶. Même si l'UE et les États-Unis appliquaient effectivement des sanctions efficaces contre la Turquie, des outils supplémentaires tels que celui présenté dans cette publication seraient toujours nécessaires en plus de ces sanctions.

De plus, le Haut Représentant de l'UE, M. Borrell, a clairement déclaré le 22 novembre 2020 que la politique étrangère de l'UE ne peut pas, "se contenter d'argent et de sanctions" mais que l'UE doit, "apprendre à utiliser le langage du pouvoir". Cette nouvelle mentalité de la politique étrangère de l'UE doit émaner des États membres de l'UE afin de devenir une réa-

lité au niveau européen³⁷.

L'outil présenté ici s'inscrit dans cette approche car il présente un avantage important par rapport aux sanctions économiques. Informer la Turquie qu'elle ne recevra aucune aide militaire en tant que membre de l'OTAN ne peut être fait que par les parlements et/ou gouvernements nationaux. Et donc beaucoup moins sujet à un processus de compromis international. C'est en ce sens un outil très démocratique car il peut être appliqué directement par les élus d'un parlement, d'un congrès ou d'un sénat. La sécurité est une question qui touche immédiatement les citoyens européens (comme nous l'avons vu dans les attentats terroristes en Europe) et il est donc important qu'il existe des outils que leurs représentants élus peuvent appliquer. C'est pourquoi cette publication se concentre sur l'article 5 du traité de l'OTAN.



Truman signant le traité de l'OTAN

crédits : George Tames The New York Times

32 https://www.defenseworld.net/news/27424/Did_UK_s_Defense_Secretary_Praise_Turkey_s_Drones__EW_Systems_#.X9CtCNhKi7o

33 <https://www.asisonline.org/security-management-magazine/articles/2020/01/the-effectiveness-of-economic-sanctions-as-a-security-tool/>

34 https://www.wto.org/english/res_e/reser_e/ersd201803_e.pdf

35 <https://theconversation.com/under-what-conditions-are-international-sanctions-effective-147309>

36 <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/sanctions-are-effective-if-used-correctly/>

37 <https://www.facebook.com/watch/?ref=saved&v=1834969879983893>

CLARTÉ SUR LA TURQUIE ET L'ARTICLE 5 DU TRAITÉ DE L'OTAN COMME MOYEN DE FREINER L'EXPANSIONNISME TURC

Le débat récurrent sur l'adhésion de la Turquie à l'OTAN et la voie à suivre

Le débat sur l'adhésion de la Turquie à l'OTAN est désormais un problème permanent³⁸. La Turquie est entrée dans l'OTAN en 1952 afin de contrer la menace du communisme³⁹. En 1974, il est apparu clairement que l'adhésion de la Turquie à l'OTAN posait problème lorsque la Turquie a envahi Chypre. Sur le plan interne, la démocratie turque a été, de 1960 à 1997, sous le contrôle des militaires qui, en 1960, 1971 et 1980, ont pris le contrôle du pays. Il y avait un espoir de changement pour le mieux en 2002, mais cela n'a duré que jusqu'en 2011. Entre-temps, le bilan de la Turquie en matière de droits de l'homme et de droits des minorités est resté médiocre, même avant 2011⁴⁰. Après l'invasion d'Afrine par la Turquie et toutes les escalades qui ont suivi, le débat sur l'adhésion de la Turquie à l'OTAN est devenu une question de plus en plus im-

portante^{41, 42, 43}.

L'idée de tenter de faire sortir la Turquie de l'OTAN semble néanmoins susciter peu d'enthousiasme chez la plupart des chefs de gouvernement des membres de l'OTAN. D'un point de vue juridique, le traité de l'OTAN ne prévoit aucun mécanisme permettant de faire sortir un État membre de l'OTAN. L'application de la "Convention de Vienne sur le droit des traités" a été suggérée, mais certains membres de l'OTAN ne sont pas parties à ce traité⁴⁴. L'exclusion de la Turquie nécessiterait la suspension ou la modification du traité de l'OTAN, ce qui (d'un point de vue juridique) nécessiterait le soutien de la Turquie qui ne coopérerait pas à cette fin⁴⁵. Outre l'impossibilité juridique, il y a une réticence à créer une telle rupture brutale dans les relations sans aucune clarté sur l'avenir ni aucun moyen de pression.

Cependant, étant donné l'achat par la Turquie du système russe de missiles de défense aérienne S-400 et son activation et ses essais le 16 octobre 2020, il devient évident que l'OTAN doit faire un geste fort à l'égard de la Turquie (d'un point de vue purement de l'OTAN)⁴⁶. Les dévelop-

41 <https://www.nytimes.com/2020/08/03/world/europe/turkey-nato.html>

42 <https://www.cfr.org/in-brief/natos-turkey-ties-must-change>

43 <https://www.ft.com/content/aze545ea-f0f7-11e9-bfa4-b25f11f42901>

44 <https://www.justsecurity.org/66574/can-turkey-be-expelled-from-nato/>

45 <https://nationalinterest.org/blog/skeptics/sorry-lindsey-graham-america-cant-kick-turkey-out-nato-unilaterally-86461>

46 <https://www.timesofisrael.com/us-warns-of-serious-consequences-as-turkey-said-to-test-s-400-defense-system/>

38 <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2019/10/turkey-and-nato-troubled-relationship/599890/>

39 https://www.cvce.eu/en/obj/greece_and_turkey_join_nato_london_22_october_1951-en-c193a825-2f1c-4e12-b26d-d35fab6559f.html

40 Arat, Zehra F. Kabasakal (1 Janvier 2011). Les droits de l'homme en Turquie. University of Pennsylvania Press.

pements décrits depuis 2013 sont en tout cas suffisants pour prendre des mesures décisives contre la Turquie dans le cadre de l'OTAN. Comme décrit ci-dessus, les suspensions de ventes d'armes ou les sanctions économiques peuvent ne pas avoir l'effet souhaité et nécessitent à tout le moins une mesure supplémentaire forte qui aura un impact immédiat sur la sécurité de la Turquie.

Pour ces raisons, la présente publication se concentrera désormais sur une voie médiane entre une rupture totale et la poursuite de la politique actuelle qui équivaut à un apaisement. L'apaisement n'est plus une option car les actions malveillantes de la Turquie s'accroissent en 2020. Une rupture totale sans aucun moyen de pression rendrait très difficile pour les autres forces en Turquie de ramener le pays à une situation plus normale et démocratique. Il faut donc trouver un moyen terme entre les extrêmes, qui soit à la fois ferme et conséquent.

Comme nous l'avons dit plus haut, il n'y a aucun doute quant à l'opinion populaire en Occident sur la Turquie. Le simple fait que l'opposition à la Turquie soit considérée comme permettant de remporter des votes est une réponse suffisante à cette question. Le fait que le soutien à l'adhésion de la Turquie à l'UE ait chuté est révélateur de l'état d'esprit de l'opinion publique sur la question⁴⁷. Il n'est donc pas surprenant que la défense de la

47 <https://yougov.co.uk/topics/international/articles-reports/2019/03/05/eurotrack-it-was-mistake-admit-romania-and-bulgari> (Notez que l'adhésion hypothétique de la Russie est plus populaire que l'adhésion de la Turquie)

Turquie par les forces militaires occidentales soit considérée comme impopulaire. Cependant, dans les démocraties, il est largement admis que l'armée agit pour défendre le peuple et n'est pas en dehors du processus démocratique. Le principe du contrôle parlementaire et donc démocratique de l'armée est une évidence dans toutes les démocraties occidentales et le déploiement de l'armée est considéré comme étant soumis en fin de compte à un contrôle démocratique. L'absence de soutien démocratique pour une défense réelle de la Turquie devrait donc être prise en compte dans le cadre du rôle de la Turquie au sein de l'OTAN. Nous soutenons que c'est à ce stade qu'existe une solution qui apporte une réponse forte à la Turquie en respectant la démocratie sans perdre tout effet de levier.

Ce document soutient qu'il est démocratiquement responsable de clarifier ouvertement à l'électorat que si la Turquie demandait de l'aide dans le cadre de l'article 5 du traité de l'OTAN, aucun soutien ne serait accordé à moins que la Turquie ne mette fin et ne se retire de tous ses actes d'agression et des zones qu'elle occupe actuellement. Cela obligerait la Turquie à reconsidérer son programme expansionniste et agressif et à se concentrer plutôt sur sa propre sécurité.

ARTICLE 5 DU TRAITÉ DE L'OTAN SELON L'OTAN

À maintes reprises, les responsables des affaires étrangères américains et européens répètent cette seule phrase : "La Turquie, notre allié de l'OTAN". Cette phrase implique une réalité qui n'existe

plus et qu'il faut maintenant appeler de ses vœux. Le fait que la Turquie soit appelée "allié de l'OTAN" implique qu'elle peut compter sur l'OTAN pour sa défense si elle est attaquée. Cette idée est l'un des engagements les plus profonds qu'une nation puisse prendre. Cela signifie qu'une nation est prête à sacrifier ses militaires pour défendre un autre pays. La phrase "la Turquie, notre allié de l'OTAN" implique que les États de l'OTAN ont toujours cet engagement envers la Turquie. Compte tenu de tous les développements intervenus depuis 2013, il est clair que la Turquie n'adhère plus aux valeurs de l'OTAN. Il est temps d'informer nos citoyens et la Turquie que son adhésion à l'OTAN ne signifie pas que les autres membres de l'OTAN sacrifieront leurs militaires si la Turquie est attaquée.

On suppose souvent que l'article 5 du traité de l'OTAN signifie qu'il y a une obligation automatique de défendre ses États membres. Selon l'OTAN, ce n'est pas le cas.

L'article 5 du Traité de l'OTAN stipule : "Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera

nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord."

Le site internet de l'OTAN clarifie la signification et le fonctionnement précis de l'article 5⁴⁸. En fin de compte, l'OTAN est la seule source qui peut déterminer comment le traité de l'OTAN est interprété et, par conséquent, la clarification qu'elle apporte sur son propre site web est la source qui aura le plus autorité sur cette question.

Le site web de l'OTAN précise que lorsque le traité de l'OTAN a été rédigé, "Les pays membres européens souhaitaient s'assurer que les États-Unis apporteraient automatiquement leur aide si l'un des signataires venait à être attaqué ; les États-Unis, quant à eux, ne souhaitaient pas prendre un tel engagement et l'article 5 a été formulé en conséquence." Les États-Unis ont inséré la formule "telle action qu'elle jugera nécessaire" précisément pour éviter toute obligation automatique d'aider les membres de l'OTAN s'ils sont attaqués.

Le site web de l'OTAN apporte les précisions suivantes sur le fonctionnement de l'article 5 :

"L'invocation de l'article 5 permet aux Alliés de fournir toute l'assistance qu'ils jugeraient nécessaire d'apporter, quelle qu'en soit la forme, pour répondre à une situation donnée. Il s'agit d'une obligation

⁴⁸ site internet de l'OTAN sur la "défense collective - Article 5" : https://www.nato.int/cps/fr/nato/hq/topics_110496.htm (sur cette page, allez à "La pierre angulaire de l'Alliance" et cliquez là et faites défiler la page vers le bas pour trouver l'explication précise citée dans cette publication).

individuelle incombant à chaque Allié et chaque Allié est chargé de déterminer ce qu'il juge nécessaire d'apporter dans le contexte considéré.

L'assistance est fournie conjointement par les Alliés. Elle n'est pas nécessairement de nature militaire et elle est fonction des ressources matérielles dont dispose chaque pays. Chaque pays membre est donc libre de déterminer la façon dont il souhaite contribuer. Il consultera les autres membres sans perdre de vue le but ultime, à savoir "rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord."

Il ressort clairement de cette explication qu'il n'existe pas d'obligation contraignante automatique de fournir une assistance au titre de l'article 5 du traité de l'OTAN. Chaque État membre de l'OTAN peut prendre et prendra sa propre décision à cet égard. Cela clarifie le fait qu'il est possible pour tout gouvernement ou parlement de l'OTAN d'informer ses citoyens, et la Turquie, qu'il n'y aura aucun soutien pour la Turquie dans le cas où elle serait attaquée. Pour cela, il n'est pas nécessaire de modifier le traité de l'OTAN ou de retirer la Turquie de l'OTAN. Il est donc possible d'entreprendre cette action politique pour apporter des éclaircissements sur cette question.

Aucune disposition de l'article 5 ne refuse la possibilité de donner cette clarté à l'avance. Étant donné la tension que la Turquie crée avec tous ses voisins, il ne serait pas exagéré d'informer le public et la Turquie avant une nouvelle escalade. Ce document soutient que cela aura un effet de désescalade car cela révélera la vulnérabilité

de la Turquie dans la région et la forcera à changer de comportement. Refuser à la Turquie ce soutien tant qu'elle n'aura pas changé de comportement contribuera donc à la sécurité de la zone de l'Atlantique Nord.

L'ARTICLE 5 DU TRAITÉ DE L'OTAN COMME BOUCLIER CONTRE LE COMPORTEMENT TURC

Le statu quo en matière d'affaires étrangères jusqu'à présent est que l'adhésion de la Turquie à l'OTAN a été bénéfique pour la sécurité de l'Europe et de l'OTAN dans son ensemble, surtout à la lumière de l'expansionnisme de la Russie. En outre, la "coopération contre le terrorisme" est toujours citée comme une raison de ne pas introduire de réel changement par rapport à la Turquie ou d'exercer une réelle pression sur le régime d'Erdogan^{49, 50}.

L'idée que l'Occident puisse coopérer avec la Turquie dans la lutte contre le terrorisme 2013 est en contradiction flagrante avec le fait que la Turquie fait passer les djihadistes de champ de bataille en champ de bataille depuis 2013. De nombreux thinktanks sur les affaires étrangères et le corps diplomatique ne sont toujours pas disposés à comprendre l'agression turque comme une menace pour la sécurité européenne au même titre que celle de la Russie. Le message selon lequel la Turquie est indispensable à la sécurité de l'Europe et de l'OTAN

⁴⁹ <https://carnegieeurope.eu/2020/01/29/how-far-can-turkey-challenge-nato-and-eu-in-2020-pub-80912>

⁵⁰ <https://www.defense.gov/Explore/News/Article/Article/1424345/>

continue d'être répétée^{51, 52, 53}. Cependant, le fait que la Turquie soit plus petite que la Russie ne la rend pas moins dangereuse pour la sécurité européenne. Les faits depuis 2013 montrent que la Turquie a déjà activement déstabilisé la sécurité de l'Europe à un niveau égal à celui de la Russie.

La crise des réfugiés de 2015 est un exemple de la manière dont les mouvements ultérieurs de la Turquie ont créé une déstabilisation en Europe. La Turquie a bloqué dès le début de la crise syrienne l'unité de l'opposition syrienne en bloquant toute coopération entre l'opposition syrienne officiellement reconnue et les (prédécesseurs des) Forces démocratiques syriennes et leur représentation politique. Au lieu de cela, la Turquie a favorisé l'extrémisme. Cette politique a garanti la victoire de M. Assad car l'opposition est restée divisée et a donc créé un flux beaucoup plus important de réfugiés en provenance de Syrie. Un flux de réfugiés qui, à son tour, a été utilisé contre l'UE en 2015, lorsque la Turquie a fait en sorte que ces personnes désespérées submergent la gouvernance et la capacité politique de l'Europe. Cette situation a entraîné des bouleversements et de l'instabilité dans l'UE. En outre, le soutien actif et passif de la Turquie à l'EI a eu un impact massif sur la sécurité de l'Europe. À des degrés divers, les autres actions turques décrites plus haut dans cette publication et le programme qui oriente

51 <https://www.csis.org/analysis/turkey-and-nato-relationship-worth-saving>

52 <http://crisesobservatory.es/why-does-the-nato-need-turkey/>

53 <https://www.washingtoninstitute.org/fikraforum/view/USA-Turkey-NATO-Syrian-War-Assad-Erdogan>

la politique étrangère et intérieure turque, représentent également une menace pour la sécurité et la stabilité de l'Europe.

Le statu quo concernant la Turquie n'a pas réussi à présenter et comprendre l'étendue de la gravité de cette situation et ses conséquences réelles sur notre sécurité. L'opinion commune des Affaires étrangères a continué à souligner jusqu'à très récemment que "la Turquie est notre allié indispensable". La Turquie a pris cela comme une validation de ses politiques, car les actes d'escalade, le soutien à l'extrémisme, les conflits militaires et les violations flagrantes des droits de l'homme qui ont suivi n'ont eu que peu ou pas de conséquences. Il y a eu une demande presque "aveugle" d'adhésion de la Turquie à l'OTAN et une poursuite de l'application implicite de l'article 5 du traité de l'OTAN.

Cela a au moins créé l'impression que, le moment venu, l'OTAN défendra la Turquie, indépendamment des réalités turques décrites précédemment. Et en effet, ce message de protection continue est toujours le message principal de la plupart des ministères des affaires étrangères, de nombreux membres du département d'État et du corps diplomatique, car les anciens paradigmes du XXe siècle continuent de déterminer leur attitude et leur politique⁵⁴. Il convient de ne pas nier que cela est également motivé par des intérêts économiques et commerciaux⁵⁵. Les liens économiques sont utilisés comme

54 <https://www.state.gov/u-s-relations-with-turkey/>

55 <https://www.theneweuropian.co.uk/brexit-news/europe-news/cathrin-schael-germany-turkey-special-relationship-90036>

un argument pour poursuivre la politique actuelle à l'égard de la Turquie⁵⁶. Le problème est que les avantages de ces liens économiques ne compensent pas les coûts que les contribuables doivent supporter. Les coûts de la crise des réfugiés syriens et du terrorisme ISIS, ainsi que les autres conséquences du comportement turc, doivent être mis sur la table lorsqu'il s'agit des relations avec la Turquie. La question est de savoir si le contribuable moyen en perçoit les avantages, car il ne fait aucun doute que les contribuables supportent en fin de compte les coûts, ce qui est important d'un point de vue démocratique. Il est donc nécessaire de prendre des mesures pour faire comprendre à la Turquie qu'elle ne peut plus continuer à se bercer de l'illusion qu'elle est protégée par l'article 5 du traité de l'OTAN. Un nouvel équilibre des pouvoirs entre l'OTAN, l'UE et les États-Unis d'une part, et la Turquie d'autre part, est nécessaire pour réduire les coûts humains et économiques de la politique étrangère turque. On ne peut plus permettre à la Turquie d'être en position de faire du chantage à l'Europe et à l'OTAN.

De plus, l'article 5 du traité de l'OTAN a pour but de "rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord". Ignorer les actes de violence turcs et maintenir l'illusion d'une protection de l'OTAN par le biais de l'article 5 a produit le contraire. À tout le moins, cela n'a produit aucun résultat en termes de contrôle de l'agression turque. Ce seul fait prouve que la Turquie a conclu que son comportement bénéficié d'une protection, ce qui est en contradic-

56 <https://www.ft.com/content/ec8abaa8-d8f8-11e8-a854-33d6f82e62f8>

tion avec la façon dont le traité de l'OTAN définit à la fois la sécurité et ses valeurs.

L'OTAN décrit ses valeurs et sa conception de la sécurité dans les articles 1 et 2 du Traité de l'OTAN :

Les parties s'engagent, ainsi qu'il est stipulé dans la Charte des Nations Unies, à régler par des moyens pacifiques tous différends internationaux dans lesquels elles pourraient être impliquées, de telle manière que la paix et la sécurité internationales, ainsi que la justice, ne soient pas mises en danger, et à s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

Les parties contribueront au développement de relations internationales pacifiques et amicales en renforçant leurs libres institutions, en assurant une meilleure compréhension des principes sur lesquels ces institutions sont fondées et en développant les conditions propres à assurer la stabilité et le bien-être. Elles s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'entre elles ou entre toutes.

L'accent a été mis sur ces éléments essentiels qui ont été violés par la Turquie depuis 2013. Les faits tels que décrits dans cette publication ont tous été présentés aux médias mondiaux. Tant l'idéologie qui sous-tend l'agenda turc que les actes et politiques menés par l'État turc en raison de cet agenda sont en contradiction

flagrante avec les articles 1 & 2 du traité de l'OTAN. Par conséquent, maintenir l'illusion d'une protection pour la Turquie dans son état actuel ne contribue pas à l'objectif de l'OTAN, bien au contraire, car cela crée plus d'insécurité et d'instabilité. La Turquie se sent protégée "chez elle" par l'impression d'être protégée par l'OTAN et se sent donc libre d'opérer à l'étranger. Ce document recommande de supprimer cette impression afin d'endiguer les opérations destructrices de la Turquie.

Ignorer la dignité humaine et les valeurs démocratiques a rarement un coût à court terme. Cependant, comme on peut le constater dans cette situation, les coûts de l'ignorance des valeurs fondamentales apparaîtront en définitive.

Alors que le rythme des provocations turques s'accélère, il est essentiel de s'assurer que la Turquie soit très bientôt contrainte de revenir au maintien de sa propre sécurité.

CONSIDÉRATIONS GÉOPOLITIQUES

Il y a déjà un changement d'attitude envers la Turquie en raison de l'accélération des provocations turques contre l'OTAN et les intérêts européens en matière de sécurité^{57, 58}. Cependant, il existe toujours la conviction que toute mesure sérieuse à l'encontre de la Turquie diminuera notre sécurité en raison d'une "prise de

57 <https://www.voanews.com/usa/nato-allies-gro-wing-weary-turkish-aggression>

58 <https://m.bianet.org/english/world/234736-merkel-a-decision-will-be-made-at-eu-summit-about-turkey-s-eastern-mediterranean-activities>

contrôle" de la Turquie par la Russie. Le secrétaire d'État adjoint des États-Unis, R. Clarke Cooper, a récemment déclaré aux alliés de l'OTAN de faire ce qu'ils peuvent pour "s'assurer que la Turquie reste à l'Ouest"⁵⁹. Il existe à tout le moins une conviction persistante que la Turquie est un allié nécessaire contre la Russie⁶⁰. Nous voulons remettre en question ces notions trop souvent répétées.

Le scénario d'une prise de contrôle (progressive) de la Turquie par la Russie suppose que la Turquie serait prête à céder à la Russie ; l'acquisition par la Turquie du système S-400 étant souvent citée comme preuve. Ce qui n'est pas pris en compte, cependant, c'est l'agenda turc. L'hypothèse d'une prise de contrôle de la Turquie par la Russie dépendrait de la volonté de la Turquie de céder à la Russie. Ce n'est pas la réalité telle que la Turquie la perçoit. Erdogan a décrit son programme lorsque Sainte-Sophie a été transformée en mosquée ; ce n'est pas une Turquie qui prévoit d'être dépassée par la Russie. La réalité depuis 2013, qui a conduit à de nombreux affrontements avec la Russie sur plusieurs fronts, n'indique pas non plus que la Turquie tomberait simplement aux mains de la Russie. Pour le souligner, M. Erdogan a fait valoir que le soutien à l'Azerbaïdjan faisait partie de l'objectif de la Turquie d'obtenir sa "place méritée dans l'ordre

59 <https://www.voanews.com/usa/west-danger-losing-turkey-us-warns>

60 <https://www.japantimes.co.jp/opinion/2020/03/02/commentary/world-commentary/turkey-mediocre-nato-ally-russia-enemy-no-1/>

mondial"⁶¹.

Ignorer le programme, les politiques et les actes réels de la Turquie tout en faisant miroiter l'idée que la Russie dépasserait la Turquie a été la base du traitement plus doux de la Turquie. En ce sens, la crainte que la Turquie prenne le parti de la Russie est une position théorique. Cette théorie a néanmoins déterminé la politique étrangère européenne et américaine à l'égard de la Turquie. En conséquence, l'OTAN et l'Europe sont désormais moins en sécurité.

Les faits passés et les développements récents vont dans une direction très différente. La Russie semble essayer de trouver un équilibre plus fort contre la Turquie, car elle est en conflit avec la Turquie en Syrie, en Libye et dans le Haut-Karabagh^{62, 63, 64}. Dès que la Russie saura que la Turquie est vulnérable, il lui sera possible de trouver un équilibre plus fort contre elle. La Turquie continuera cependant à dépendre de l'Occident sur le plan économique. Ce nouvel équilibre obligera la Turquie à réduire sa violence et ses escalades.

Les opposants à notre position déclarent

61 <https://www.reuters.com/article/us-armenia-azerbaijan-erdogan-analysis/in-nagorno-karabakh-conflict-erdogan-eyes-turkeys-place-in-world-order-idUSKBN26SoJM>

62 <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/10/turkey-russia-s400-tested-cracks-ankara-moscow-ties-show.html>

63 <https://www.france24.com/en/middle-east/20201026-russian-air-strikes-kill-dozens-of-turkish-backed-rebels-in-syria-monitor-says>

64 <https://npasyria.com/en/49821/> (Les négociations entre la Russie et la Turquie sur le Haut-Karabagh et l'Idlib syrien sont dans l'impasse)

ront que la Russie peut en effet créer une guerre hybride contre la Turquie dès lors qu'il est clair que la Turquie ne sera pas protégée⁶⁵. Même si cela serait très difficile et très risqué pour la Russie, cela obligerait également la Turquie à changer de tactique dans la région et dans ses relations avec l'OTAN. Il est clair qu'en toutes circonstances, la Turquie n'aurait plus les moyens de menacer ses voisins et ne pourrait pas continuer à déplacer les djihadistes vers de nouveaux champs de bataille. Ces deux faits apporteraient des avantages immédiats à la stabilité de la région.

Indépendamment du raisonnement tenu ici, il est toujours clair qu'il n'y a aucune base rationnelle à l'application de l'article 5 du traité de l'OTAN pour défendre une menace contre une autre (en supposant un affrontement entre la Turquie et la Russie). Les électeurs se demanderont à juste titre pourquoi un État membre de l'OTAN risquerait ses forces armées à cette fin. Défendre une Turquie agressive ne contribuera pas à la sécurité de la zone de l'Atlantique Nord. L'idée que la Turquie est un allié contre la Russie ne tient pas compte des faits, tels que décrits ici. Sur la base de ces réalités, nous maintenons que la protection de la Turquie nécessiterait d'ignorer la menace que la Turquie elle-même représente pour la sécurité européenne.

Il est important que l'OTAN soit plus attentive à la région elle-même lorsqu'il

65 <https://www.worldpoliticsreview.com/in-sights/28583/for-nato-turkey-russia-war-is-a-nightmare-scenario>

s'agit de la Turquie. Le monde arabe comprend que la Turquie est une menace et applique des sanctions à son encontre^{66, 67}. Ils ne voient pas la Turquie comme un allié contre l'axe russo-iranien mais comme une menace à part entière. Le monde arabe rejette l'utilisation nationaliste de l'Islam par la Turquie, ce qui prouve que le rejet des actions turques n'implique pas que l'Islam en tant que tel soit une menace. Le monde arabe a une compréhension immédiate et intime de la Turquie et de son comportement. Il n'a pas oublié l'empire ottoman et comprend les ambitions de la Turquie souvent bien mieux que l'Europe et les États-Unis⁶⁸. Les pays arabes considèrent l'ingérence turque comme une mise en œuvre du programme néo-ottoman et ne rejettent pas la rhétorique comme "pour l'usage intérieur". Ils voient l'activité malveillante concrète dans toute la région. Un exemple n'a même pas été remarqué par les principaux médias occidentaux. Le monde arabe est néanmoins très conscient que la Turquie s'immisce même au Liban en reproduisant la création d'un mouvement par procuration et en incitant à des troubles civils (protestations anti-arméniennes)^{69, 70}.

66 <https://www.arabnews.com/node/1744121/middle-east>

67 <https://www.foreignbrief.com/daily-news/saudi-arabia-imposes-official-embargo-on-turkish-imports/>

68 <https://www.welt.de/politik/ausland/plus219126402/Grossmachtplaene-der-Tuerkei-Wenn-die-ihr-Imperium-wieder-errichten-wollen-bitte-schoen-Aber-nicht-bei-uns.html>

69 <https://english.alarabiya.net/en/2020/08/19/Security-fears-in-Lebanon-after-reports-of-Turkish-weapons-shipments>

70 <https://blogs.timesofisrael.com/neo-ottomanism-in-anti-armenian-riots-in-lebanon/>

Au lieu d'ignorer ces préoccupations, l'OTAN, l'UE et les États-Unis devraient les prendre au sérieux. Le monde arabe est en train de changer, comme le montrent les accords de paix avec Israël. L'établissement de la coopération énergétique entre l'Europe du Sud, Israël et le monde arabe le 22 septembre 2020 a cimenté une nouvelle réalité stratégique⁷¹.

Alors que la Turquie étend ses activités déstabilisatrices à toute la région et même à l'Afrique^{72, 73}, le monde arabe est peut-être en train de prendre un virage plus mûr^{74, 75, 76}. Il existe une coopération entre les membres européens de l'OTAN et les Forces démocratiques syriennes, Israël et le monde arabe en matière de sécurité dans cette région^{77, 78, 79}. Cette coopération vise (entre autres) à maîtriser les menaces turques en Méditerranée orientale et au

71 <https://www.timesofisrael.com/israel-joins-new-regional-forum-in-hope-of-selling-gas-to-europe/>

72 <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/08/turkey-africa-opening-fuels-cloud-wars-libya-somalia-niger.html>

73 <https://jamestown.org/program/turkeys-african-eagle-trains-turkish-speaking-troops-in-somalia-where-next/>

74 <https://apnews.com/article/dubai-untied-arab-emirates-honor-killings-travel-islam-bce74c423897d7c77b72e4f51a23a>

75 <https://edition.cnn.com/travel/article/saudi-arabia-fun-tourists/index.html>

76 <https://finance.yahoo.com/news/israel-middle-east-european-ports-085432042.html>

77 <https://www.thenationalnews.com/world/mena/jordan-greece-and-cyprus-discuss-common-approach-to-counter-turkish-interference-1.1125153>

78 <https://greekcitytimes.com/2020/11/29/france-egypt-medusa-exercises/>

79 <https://br.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-turkey-idUSKBN1H6oLD>

Moyen-Orient. Les États-Unis coopèrent depuis longtemps avec Israël, le monde arabe et le FDS en matière de sécurité. L'OTAN peut envisager d'accroître la coopération existante avec Israël et de la renforcer au cas par cas avec les pays arabes qui s'allient désormais à Israël. Contrairement à la position fixe de la Turquie au sein de l'OTAN en tant que membre, il sera possible de faire des progrès en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales une partie des conditions de la coopération avec le monde arabe. Le véritable intérêt stratégique pour l'Europe n'est pas de s'accrocher à des idées dépassées sur la Russie et la Turquie, mais d'assurer la sécurité du flanc sud de l'OTAN et de l'Europe et de contrer la propagation de l'extrémisme. Cela signifie qu'il faut mettre fin à la condition selon laquelle l'OTAN continuera à couvrir le programme et le comportement extrémistes de la Turquie.

UN APPEL À L'ACTION ET AU COURAGE

Le dernier acte de terreur en France contre le professeur d'histoire Samuel Paty à Paris le 16 octobre 2020, le meurtre de trois personnes dans la cathédrale de Nice le 29 octobre 2020 et l'attentat terroriste à Vienne le 2 novembre 2020 sont autant d'appels à prendre au sérieux la propagation de l'extrémisme⁸⁰. Cependant, si l'OTAN, l'Europe et les États-Unis permettent à la Turquie de répandre le même type d'extrémisme dans toute la région, ils ignorent que cela a et continuera d'avoir

80 <https://www.bbc.com/news/world-europe-54581827>

un impact sur notre sécurité. Les communautés en dehors et en Europe sont fondamentalement liées. La diffusion d'une idéologie en dehors de l'Europe et des États-Unis ne peut être artificiellement séparée de la diffusion de la même idéologie en Europe et en Amérique du Nord. Il est nécessaire de prendre des mesures politiques qui respecteront notre sécurité et notre démocratie au-delà des concepts dépassés et des gains économiques à court terme.

La proposition d'action politique concrète que fait cette publication est que les parlements des États européens membres de l'OTAN, le Parlement canadien, et le Congrès et le Sénat des États-Unis s'expriment dans des motions, propositions et résolutions selon lesquelles si la Turquie est attaquée, elle ne recevra pas de protection basée sur l'article 5 du traité de l'OTAN de chacun de ses États membres respectifs. Ce sera le cas jusqu'à ce que la Turquie se retire de tout acte d'agression, se retire de l'Afrique et du nord-est de la Syrie, et cesse de transporter et de soutenir des extrémistes sur les champs de bataille.

Ce document a déjà démontré que pour réaliser cela, rien ne doit être changé dans l'adhésion à l'OTAN ou dans le traité de l'OTAN. Il est donc possible de rassurer les citoyens européens, canadiens et américains ainsi que les hommes et les femmes qui servent dans l'armée qu'aucun sacrifice ne sera demandé pour défendre le régime d'Erdogan.

Cela exigera du courage politique et la

nécessité de voir la situation telle qu'elle est et, dans certains cas, d'aller à l'encontre des opinions et des intérêts établis concernant la Turquie. Cependant, il y a des millions de personnes dans la région qui sont menacées en ce moment par la violence turque ou qui en souffrent déjà. Il ressort clairement de toutes les réalités décrites dans cette publication que le programme déstabilisateur et malveillant du gouvernement Erdogan est réel.

Pendant des années, la souffrance des Kurdes, des Syriens, des Assyriens, des Yazidis, des Arabes et des Arméniens due à la violence turque a été considérée comme "n'étant pas notre problème". Cela a donné à la Turquie le signal que l'OTAN lui permettra de poursuivre tout acte malveillant afin d'atteindre ses objectifs expansionnistes. Il est plus que temps de donner un signal très clair à la Turquie et à la région que cela ne sera plus toléré.



Sallux Publishing” est l'imprimerie de Sallux | ECPRM Foundation.

Nous développons des publications basées sur nos recherches et celles de nos organisations membres et partenaires. Sallux signifie "sel" et "lumière" en latin, et c'est exactement ce que nous voulons apporter ! Sallux présente des solutions politiques basées sur la Bible pour l'Europe en organisant des événements pertinents et en publiant des analyses, des idées et des options politiques pertinentes. Les livres de Sallux Publishing sont disponibles dans le monde entier par l'intermédiaire de notre propre librairie en ligne et de nombreuses librairies tierces. Nous travaillons sur une grande variété de sujets, mais nous travaillons surtout sur la vie (humaine), la famille, l'UE (institutions et personnes), l'économie, la société, la liberté, l'environnement et les questions mondiales.





La proposition d'action politique concrète que fait cette publication est que les parlements des États européens membres de l'OTAN, le Parlement canadien, et le Congrès et le Sénat des États-Unis s'expriment dans des motions, propositions et résolutions selon lesquelles si la Turquie est attaquée, elle ne recevra pas de protection basée sur l'article 5 du traité de l'OTAN de chacun de ses États membres respectifs. Ce sera le cas jusqu'à ce que la Turquie se retire de tout acte d'agression, se retire de l'Afrine et du nord-est de la Syrie, et cesse de transporter et de soutenir des extrémistes sur les champs de bataille.

En outre, nous recommandons aux membres du Parlement européen et aux députés des États membres de l'UE de s'efforcer de mettre un terme aux négociations d'adhésion à l'UE avec la Turquie ainsi qu'à tout financement de la Turquie lié à ces négociations. Ce document décrit la façon dont la Turquie sape la sécurité européenne, ce qui est incompatible avec les pourparlers d'adhésion. Dans cette optique, l'union douanière avec la Turquie peut également être interrompue.

Nous considérons ces actions comme des mesures nécessaires car les sanctions de l'UE et des États-Unis seront probablement insuffisantes pour imposer un comportement différent à la Turquie. En fin de compte, nous espérons que toutes les mesures combinées permettront de réaliser une Europe, une OTAN et un Moyen-Orient plus sûrs.

À PROPOS DES AUTEURS

Johannes de Jong, Directeur

Johannes de Jong travaille pour Sallux depuis ses débuts en 2011. Il se concentre sur l'économie et les relations internationales, en accordant une attention particulière à ceux qui sont rapidement oubliés dans l'économie et la géopolitique mondiales. Depuis 2014, il a travaillé intensivement avec les Kurdes, les Syriens et Assyriens et les Yazidis de Syrie et d'Irak, en se concentrant sur les développements dans le nord de la Syrie.



Christiaan Meinen

Christiaan Meinen travaille pour Sallux, le groupe de réflexion du Mouvement politique chrétien européen (ECPM). Christiaan s'intéresse à la géopolitique, aux politiques étrangères (de l'UE), à la durabilité et à la doctrine, aux technologies et aux politiques militaires.



DID YOU LIKE WHAT YOU READ? PLEASE CONSIDER A DONATION!

Your donation has real impact on European Society: every euro donated to Sallux will result in an additional 19-euro subsidy from the European Parliament.

DONATE ONLINE OR BANK TRANSFER

Bank transfer: Rabobank Amersfoort.
Reference: donation Sallux
IBAN: NL75RABO 0153731095
BIC (SWIFT code): RABONL2U

WHAT OTHERS SAY

“Sallux is an excellent and badly needed umbrella body for similar minded Christian organisations all over Europe. It is making a very important contribution to keeping Christian Democracy alive in Europe as a viable political idea.”

David Quinn, Director, Iona Institute, Ireland

“Our collaboration with Sallux has been tremendously fruitful, and we commend them highly for their wise and strategic investment in helping Christians to be more effective as salt and light in the European public square”.

Jonathan Tame, Director, Jubilee Centre, UK



“Sallux has provided substantial and very valuable support to our promotion of the rights of the family in Europe at the Council of Europe, a 27 Member States wide European institution that rules over Human Rights in Europe.”

Maria Hildingsson, Director, FAFCE, Brussels

“Sallux has supported us to find our way in the European Union and to reach out to European decision makers, and to create our common declaration with the Yezidi and the Turkmen. We thank Sallux for their work.”

Rima Tüzun, Head of Foreign Affairs, European Syriac Union

NEWSLETTER

Register on our website to stay informed about news, events and publications



Since 2011, the activities of Sallux have been financially supported by the European Parliament. The liability for any communication or publication by Sallux, in any form and any medium, rests with Sallux. The European Parliament is not responsible for any use that may be made of the information contained therein.

CONTACT

Sallux | ECPM Foundation

Bergstraat 33
3811 NG Amersfoort
The Netherlands

+31 33 3040012

info@sallux.eu

@Sallux_Official

SalluxThinktank

www.sallux.eu

Towards a Relational Europe